

**GLOBAL  
INITIATIVE**

AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

# SOLDATS DE FORTUNE

L'avenir des combattants tchadiens  
après le cessez-le-feu libyen

ALEXANDRE BISH

DÉCEMBRE 2021



# SOLDATS DE FORTUNE

*L'avenir des combattants tchadiens  
après le cessez-le-feu libyen*

Traduit de l'Anglais

Alexandre Bish

Décembre 2021

## REMERCIEMENTS

Je souhaite remercier Matt Herbert, Mark Micallef et Lucia Bird pour leurs conseils tout au long du projet et la révision de ce rapport. Je suis extrêmement reconnaissant pour le travail des chercheurs locaux qui sont intervenus sur le terrain au Tchad, au Niger et en Libye pour ce rapport. Bien que je ne puisse pas les nommer pour préserver leur sécurité, je tiens à leur exprimer ma profonde gratitude et mon respect pour l'excellent travail qu'ils ont accompli dans des circonstances difficiles.

Je veux également remercier l'équipe des publications de The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) et Liezel Bohdanowicz pour la réalisation des cartes, des graphiques et du rapport final. Merci, également, à Alberto Nieto Tibaquirá pour son aide dans le cadre de la recherche et la cartographie des différents acteurs publiée dans ce rapport.

Je souhaite particulièrement remercier Jérôme Tubiana, Louise Setton et Alice Fereday pour avoir pris le temps de revoir le rapport. Enfin, je souhaite saluer le reste de l'équipe de l'Observatoire des économies illicites de la GI-TOC en Afrique du Nord et au Sahel, en particulier Younes Nanis, Aladdin Attiga, Rupert Horsley, Jessica Gerken, Emadeddin Badi, Jalel Harchaoui, Rebecca Murray et Raouf Farrah. Leur travail a contribué à la fois directement et indirectement à créer le corpus de connaissances qui a renseigné ce rapport.

## À PROPOS DE L'AUTEUR

Alexandre Bish est directeur de recherche à l'Observatoire des économies illicites de la GI-TOC en Afrique de l'Ouest. Il a effectué, au cours des trois dernières années, des recherches sur la dynamique du trafic d'êtres humains et du crime organisé au Niger, au Tchad et dans le sud de la Libye en tant qu'analyste principal au sein de l'Observatoire des économies illicites en Afrique du Nord et au Sahel. Il prépare également son doctorat en sciences de la sécurité et de la criminalité à l'University College de Londres, financé par le Conseil de recherche en ingénierie et sciences physiques du Royaume-Uni. Ses recherches dans le cadre de son doctorat portent sur la modélisation des dynamiques du trafic et de la traite des êtres humains sur la route migratoire de la Méditerranée centrale vers l'Europe.

© 2021 Global Initiative Against Transnational Organized Crime.  
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de the Global Initiative.

Couverture : Portrait d'un rebelle du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), Jufra, Libye, 2017. © *Taha Jawashi*

Conception : Cartographie :  
Elné Potgieter Liezel Bohdanowicz

Veuillez adresser vos demandes d'informations à :  
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime  
Avenue de France 23  
Genève, CH-1202  
Suisse

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)

# TABLE DES MATIÈRES

Abréviations et acronymes .....	v
<b>Résumé exécutif .....</b>	<b>1</b>
Méthodologie.....	3
<b>Introduction : Les combattants tchadiens en Libye et au Sahara central .....</b>	<b>4</b>
Les groupes rebelles tchadiens .....	8
Les groupes tchadiens armés apolitiques.....	10
Les mercenaires tchadiens individuels .....	10
<b>Déstabilisation pendant la guerre en Libye .....</b>	<b>12</b>
Le mercenariat.....	13
Le trafic de mercenaires.....	18
<b>Déstabilisation en temps de paix .....</b>	<b>25</b>
L'échec de la réintégration des rebelles après le cessez-le-feu .....	26
La consolidation de l'engagement dans les économies criminelles régionales .....	28
L'engagement dans le conflit sahélien.....	38
<b>Conclusion .....</b>	<b>41</b>
Recommandations.....	43
Notes.....	44

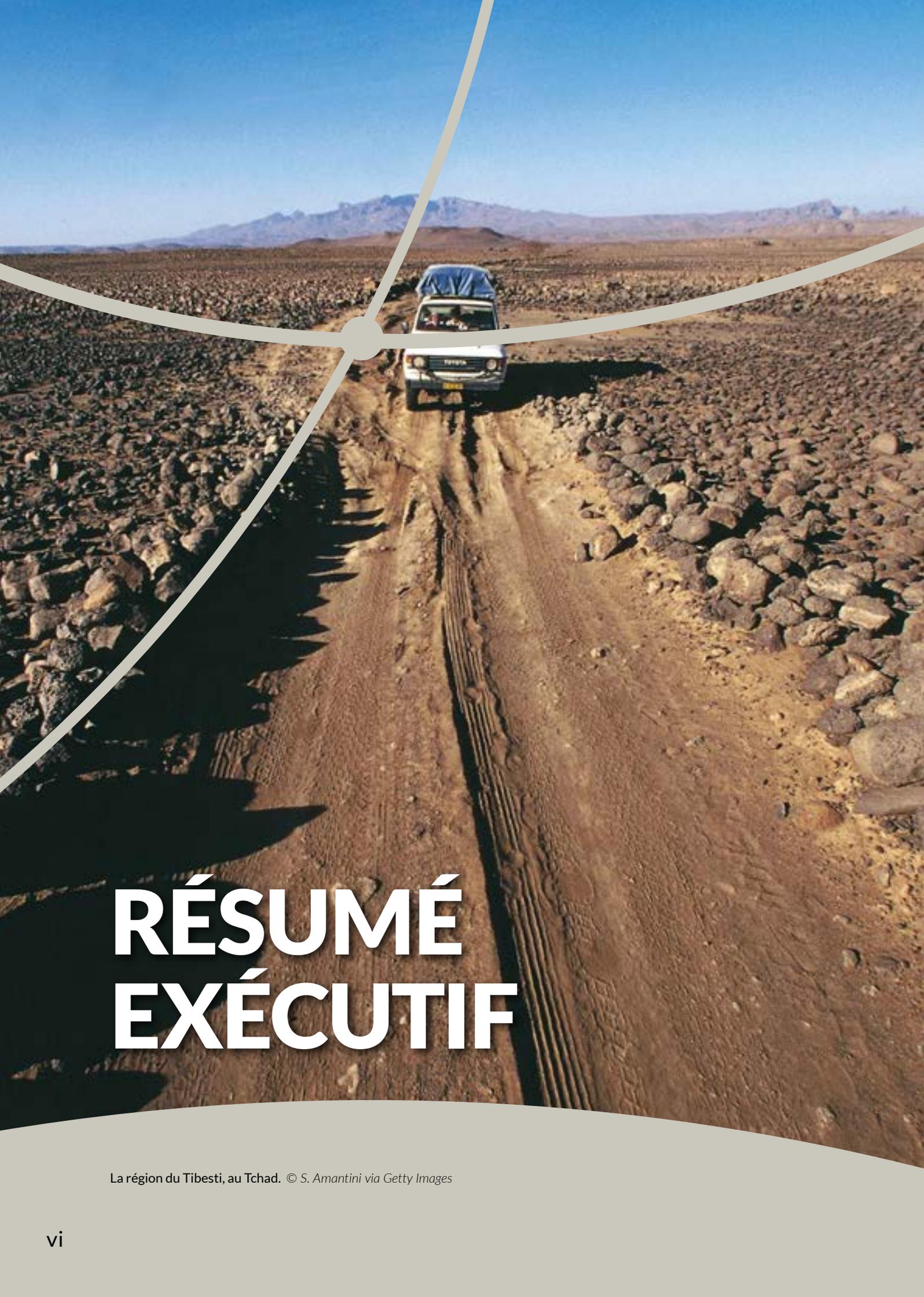


Des membres de l'armée tchadienne lors d'une opération contre des rebelles à Ziguey, au Tchad, en avril 2021.

© Abdoulaye Adoum Mahamat/Anadolu Agency via Getty Images

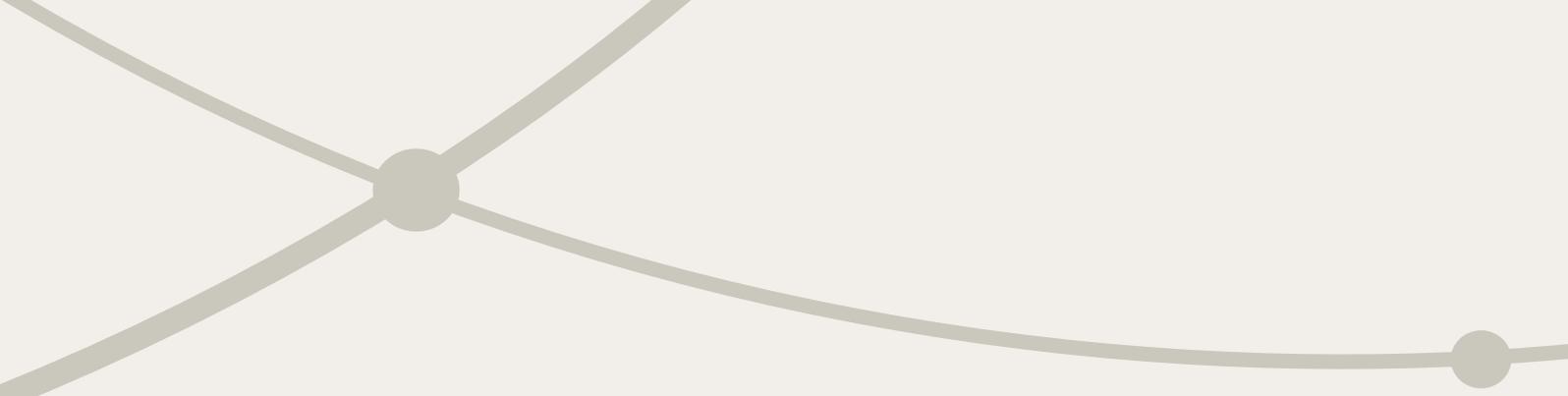
# ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ANT	Armée nationale tchadienne
BDB	Brigades de défense de Benghazi
CCMSR	Conseil de commandement militaire pour le salut de la république
CDR	Conseil démocratique révolutionnaire
FACT	Front pour l'alternance et la concorde au Tchad
FNDJT	Front de la nation pour la démocratie et la justice au Tchad
FUC	Front uni pour le changement
GNA	Gouvernement d'entente nationale
GSLF	Le rassemblement des Forces de libération du Soudan
JEM	Mouvement pour la justice et l'égalité
LAAF	Forces armées arabes libyennes, également connues sous le nom d'armée nationale libyenne (ANL)
MDJT	Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad
SLA-MM	Armée de libération du Soudan – Minni Minnawi
SLA-TC	Armée de libération du Soudan – Conseil de transition
TMC	Conseil militaire de transition
EAU	Émirats Arabes Unis
UFDD	Union des forces pour la démocratie et le développement
UFDD-F	Union des forces pour la démocratie et le développement-Fondamentale
UFR	Union des forces de la résistance
ZWPB	Bataillon Zuwaya pour la paix (Zuwaya Ways of Peace Batallion)



# RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La région du Tibesti, au Tchad. © S. Amantini via Getty Images



**D**ans les états fragiles du monde entier, les groupes d'individus armés sont souvent des facteurs majeurs dans le développement des économies criminelles, qui, réciproquement, jouent un rôle important dans la prolongation et l'aggravation des conflits. Certains des pays qui ont des niveaux de criminalité organisée les plus élevés du monde ont été, ou sont toujours, pris dans un cycle d'instabilité et de conflit, notamment les pays du Moyen-Orient et d'Afrique.<sup>1</sup> Les zones de conflit sont des plaques tournantes de l'économie criminelle mondiale, et cette corrélation est particulièrement évidente au Sahel et au Sahara central, où la prolifération d'acteurs armés et leur implication dans la pléthore de marchés illicites de la sous-région ont contribué à l'instabilité cyclique de la région.

Les combattants tchadiens (ces acteurs sont définis aux fins de ce rapport dans la section Introduction) ont longtemps été des acteurs clés au sein de cette constellation de groupes armés, mais l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 en Libye - et la baisse des combats qui s'ensuit - sont en train de remodeler leur rôle dans les marchés illicites régionaux et les dynamiques de stabilité. Les combattants tchadiens sont d'abord apparus comme des acteurs majeurs contestant la paix et la sécurité en Libye alors qu'ils y combattaient en tant que mercenaires après la chute de Kadhafi en 2011. Cependant, la consolidation de leur implication en temps de paix dans les économies illicites sahéliennes depuis le milieu de l'année 2020 constitue une forme d'instabilité plus durable, généralisée et imprévisible dans la région.

Le 23 octobre 2020, l'accord de cessez-le-feu entre le gouvernement d'entente nationale (GNA) reconnu par l'ONU à Tripoli et l'Armée nationale libyenne (ANL) a été signé, laissant espérer que la fin de la deuxième guerre civile libyenne (qui a commencé mi-2014 et s'est intensifiée depuis 2019 avec la campagne de l'ANL sur Tripoli) était en vue. L'une des principales caractéristiques de l'accord de cessez-le-feu était, selon les termes du chef par intérim de la mission des Nations Unies en Libye, le départ de « tous les mercenaires et combattants étrangers du territoire libyen, aérien, terrestre et maritime ».<sup>2</sup> Un an plus tard, la plupart de ces forces mercenaires se trouvent toujours dans le pays.<sup>3</sup> Et tandis que l'attention internationale s'est plus particulièrement concentrée sur le départ des forces mercenaires syriennes soutenues par la Russie et la Turquie, ce qui était considéré comme essentiel pour parvenir à la paix étant donné leur soutien aux factions libyennes opposées dans la guerre, peu d'attention a été accordée à la présence et au potentiel déstabilisateur des combattants tchadiens.<sup>4</sup>

*Les attaques de combattants tchadiens contre des réseaux illicites au Niger et au Tchad ont considérablement augmenté depuis le milieu de l'année 2020.*

Les combattants tchadiens étaient devenus des acteurs majeurs s'engageant comme mercenaires pour les deux camps pendant la deuxième guerre civile libyenne, en particulier pendant la bataille de Tripoli menée par l'ANL. Ils sont devenus des atouts précieux, constituant une source relativement peu coûteuse de combattants de première ligne qui étaient expérimentés et remplaçables. Tout en agissant comme mercenaires, beaucoup avaient été impliqués, directement et indirectement, dans différentes activités illicites en Libye et au Sahel.

Depuis que l'ANL a perdu la base aérienne stratégique d'al-Wattiya en mai 2020 et la ville de Tarhouna en juin 2020, ce qui a ouvert la voie au cessez-le-feu d'octobre 2020 en Libye, les combattants tchadiens semblent avoir consolidé leurs positions dans les économies criminelles sahéniennes dans une tentative apparente de trouver de nouvelles sources de revenus et consolider celles existantes. Ils y sont parvenus, comme nous l'expliquons plus loin, en participant à des degrés divers à la contrebande et au trafic de personnes, de drogues et de biens, et en s'attaquant aux orpailleurs, aux passeurs de migrants, aux trafiquants de voitures et aux trafiquants armés transportant des chargements de drogue d'une valeur importante, comme la résine de cannabis et la cocaïne. En conséquence, les attaques de combattants tchadiens contre des réseaux illicites déjà existants dans le nord du Niger et le nord du Tchad ont considérablement augmenté depuis le milieu de l'année 2020. Les forces de sécurité nigériennes et tchadiennes n'ont pas été en mesure de contenir leur menace dans la zone des trois frontières Tchad-Libye-Niger, ce qui a stimulé la création de groupes d'autodéfense armés locaux pour protéger la capacité de ces groupes préexistants à prendre part aux économies illicites régionales. Les combattants tchadiens sont perçus comme une menace pour leurs intérêts.

Les combattants tchadiens, qu'ils soient attachés à des groupes armés à motivation politique ou non, sont généralement considérés comme des « coupeurs de route » (malfaiteurs) par les Libyens du sud. Les forces de sécurité libyennes, se positionnant comme des acteurs légitimes, sont susceptibles de se présenter comme responsables de la sécurité, et les forces libyennes du Fezzan se sont engagées à débarrasser la zone des « coupeurs de route » tchadiens. À terme, cela poussera les combattants tchadiens à trouver de nouvelles bases hors du territoire libyen, dans le nord du Niger et le nord du Tchad, des zones qui ont longtemps eu une présence et un contrôle étatiques faibles, comme l'illustre l'incursion d'avril 2021 au Tchad par le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT), un groupe rebelle tchadien fondé en Libye en 2016.

Les processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Tchad ont pour la plupart échoué dans le passé, faisant d'eux des options peu attrayantes pour les combattants tchadiens. Lorsqu'ils ont été mis en œuvre, les processus ont été lents ou autoritaires. Plus récemment, les combattants tchadiens qui s'étaient rendus en mars 2021 attendaient toujours le début du processus DDR plus de six mois plus tard. L'échec constant de la réintégration des combattants tchadiens par le gouvernement tchadien signifie que la menace qu'ils représentent pour la stabilité régionale du Sahel et du Sahara, en soutenant des économies illicites et en augmentant l'insécurité, devrait persister à moyen terme.

Les groupes armés tchadiens sont passés par trois principales phases en ce qui concerne leur financement. La première phase s'est déroulée entre 2005 et 2010, lorsque le financement par le Soudan était leur principale source de revenus. La seconde phase s'est produite dans la Libye post-Kadhafi, lorsque les principales sources de revenus provenaient de l'économie de guerre, en particulier grâce à leurs rémunérations en



Rebelles tchadiens appartenant au Conseil de commandement militaire pour le salut de la république, 2018. *Photo: Réseaux sociaux*

tant que mercenaires. La troisième phase, qui a commencé à émerger en mai 2020, a mis en évidence l'importance croissante des revenus provenant de l'économie du commerce illicite de la région du Sahel. Actuellement, nous sommes à un point de basculement clé entre ces deux dernières phases, bien que cela puisse changer si une nouvelle demande de mercenaires se présente dans le cadre d'un conflit dans la région.

Ce rapport décrit les typologies des combattants tchadiens actifs en Libye et dans le Sahara central, et leur rôle en tant que mercenaires et facilitateurs dans le commerce transnational de mercenaires lors de la deuxième guerre civile libyenne. L'échec du gouvernement tchadien à réintégrer les rebelles après la guerre est ensuite analysé avant d'explorer comment cela a conduit les combattants tchadiens à consolider leur implication dans les économies criminelles. Enfin, les risques de cette implication et, en particulier, la menace que les combattants tchadiens font peser sur la sécurité des frontières dans la région sont présentés.

Afin d'atténuer ces risques, et sur la base des conclusions du rapport, il est recommandé qu'un corridor de sécurité soit aménagé pour permettre aux combattants tchadiens de retourner au Tchad. Il est également nécessaire de réglementer l'économie de l'exploitation aurifère artisanale du pays, de soutenir les communautés particulièrement vulnérables au recrutement et de renforcer les capacités des forces de sécurité régionales..

## Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur le travail de terrain mené par The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) entre octobre 2019 et septembre 2021, ainsi que sur des entretiens à distance et en personne avec des rebelles et d'anciens rebelles, des acteurs du trafic et de la traite des personnes, des trafiquants de drogue, d'armes et de voitures, des « chefs » de sites aurifères, des forces de sécurité, et des migrants régionaux et internationaux au Tchad, en Libye et au Niger. Les informations présentées sont également tirées de sources secondaires, notamment des rapports de terrain mensuels menés par la GI-TOC en Afrique du Nord et au Sahel, ainsi que le monitoring des réseaux sociaux entre 2018 et 2021.



# INTRODUCTION COMBATTANTS TCHADIENS EN LIBYE ET AU SAHARA CENTRAL

Rebelles du FACT à Jufra, en Libye, avril 2017. © Taha Jawashi



Les combattants tchadiens actifs en Libye et au Sahara central sont principalement composés d'anciens combattants ayant participé à la guerre civile au Tchad entre 2005 et 2010, d'anciens officiers de l'armée tchadienne et de jeunes recrues qui ont fait le déplacement depuis le Tchad pour rejoindre les groupes armés ou ont été recrutés dans le nord du Tchad et le sud de la Libye au cours de la dernière décennie.<sup>5</sup>

Les combattants tchadiens ont eu recours à la violence en Libye et au Sahara central de trois manières : en tant que rebelles opposés au gouvernement tchadien ; en tant qu'acteurs armés dans des groupes armés apolitiques et non identifiables engagés soit dans des activités mercenaires, soit dans des activités illicites ; ou en tant que mercenaires indépendants rejoignant des structures armées libyennes préexistantes en tant que soldats en échange d'un salaire.

Ces trois groupes ne sont pas clairement distincts et il s'est avéré dans plusieurs cas que des combattants passaient des groupes rebelles à des groupes armés apolitiques et vice-versa. Un grand nombre d'entre eux ont alterné les activités de combattant, la traite de personnes, le trafic de drogues et de marchandises, l'escorte de trafiquants, le banditisme armé, et l'économie de l'exploitation minière. La plupart se sont livrés à des activités mercenaires et illicites pour se financer. Les conditions de vie et la façon dont les fonds sont distribués au sein des groupes constituent les principales différences entre eux.

La participation des combattants tchadiens à la guerre en Libye a été rémunérée par des salaires et du matériel militaire, notamment des véhicules et des armes de l'ANL et du Gouvernement d'entente nationale (GNA). Beaucoup dépendaient également du pillage sur les champs de bataille. En dehors de la guerre, il est depuis longtemps connu qu'ils participent ou s'attaquent aux économies criminelles de la région. À présent, ils ont l'expérience de la guerre ainsi que des équipements militaires et des fonds pour développer leurs activités illicites.

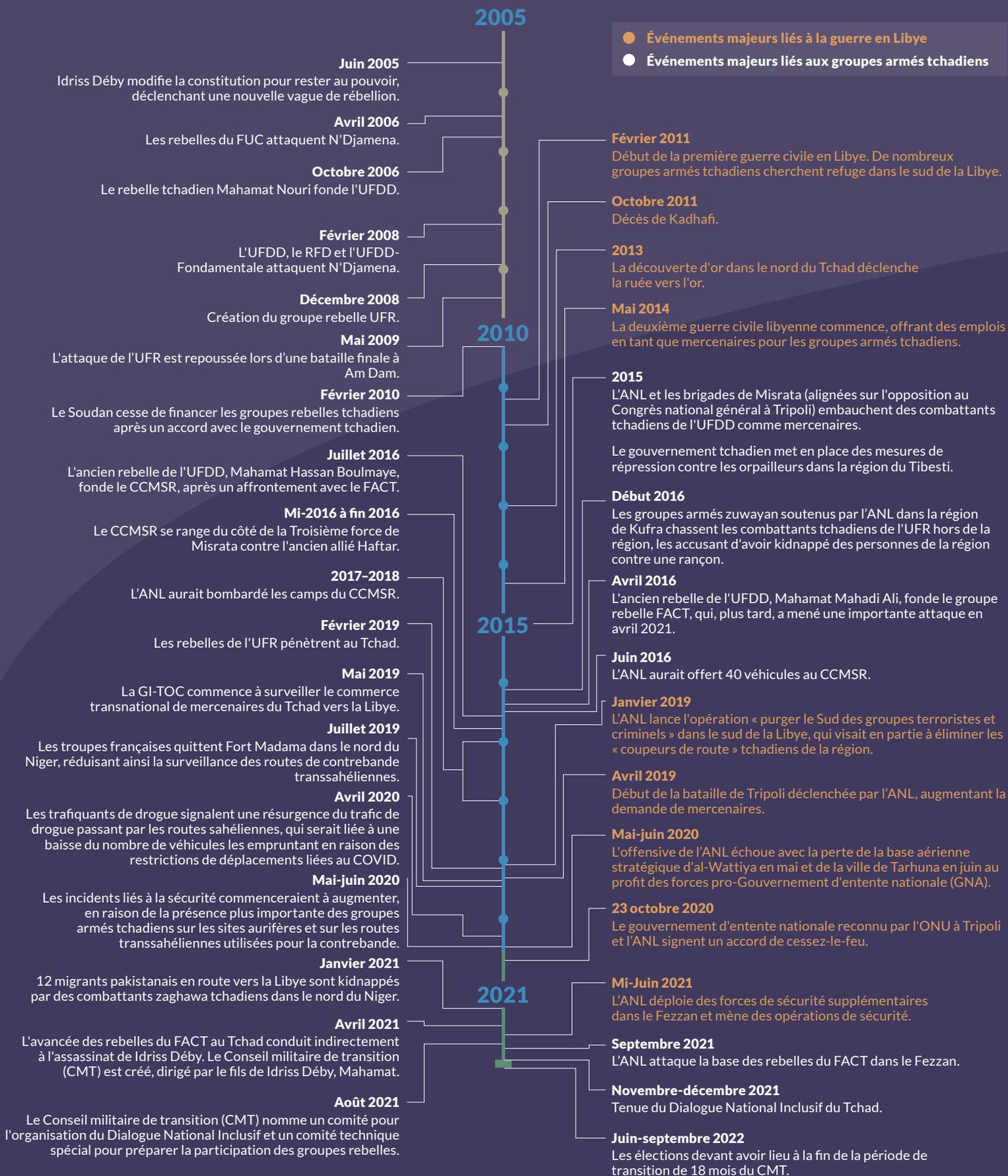
*La plupart des combattants tchadiens actifs en Libye se sont engagés dans des activités mercenaires et illicites pour se financer.*

Le manque d'opportunités économiques dans le pays et de meilleures perspectives en tant que combattants a entraîné l'augmentation du nombre de Tchadiens, principalement des jeunes, intéressés à faire partie de groupes armés non étatiques au cours de la dernière décennie. Le nombre de combattants tchadiens actifs en Libye et dans le Sahara central est difficile à estimer, car les chiffres indiqués varient constamment en raison des décès réguliers et du recrutement. Cependant, les personnes interrogées et les acteurs consultés au cours de la recherche aux fins de ce rapport ont évalué le nombre à environ 7 000 combattants au cours des trois dernières années, ce chiffre fluctuant considérablement.

Des entretiens avec des combattants tchadiens en Libye et au Sahara central ont souligné les parcours aux multiples facettes des acteurs de ce qui ressemble à une économie criminelle sahélienne. La plupart des combattants ont très peu ou pas d'éducation classique et ont cherché des opportunités en tant que mercenaires ou dans des activités criminelles à la suite d'échecs en tant qu'orpailleurs ou migrants internationaux. Compte tenu du nombre élevé de migrants internationaux et d'orpailleurs dans la région, jusqu'à 150 000 orpailleurs se sont rendus au Tibesti dans les années qui ont suivi la découverte d'or en 2012 et 2013, le vivier de combattants tchadiens potentiels est important.<sup>6</sup> De nombreux anciens orpailleurs ou migrants s'engagent dans des activités mercenaires dans l'espoir de simplement acquérir un véhicule.<sup>7</sup>

Dans quelques cas, les raisons pour s'engager étaient plus vindicatives qu'économiques, les personnes interrogées déclarant avoir été victimes « d'injustice » par le gouvernement tchadien ou les forces de sécurité.

## CHRONOLOGIE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS



- **2005-2010:** Financement provenant principalement du gouvernement soudanais.
- **2010-2020:** Financement provenant principalement d'activités mercenaires pendant la guerre en Libye.
- **Mi-2020:** Consolidation de l'emprise sur les économies illicites comme principale source de financement.



Combattants du FACT à leur base de Jufra, en Libye. Photo: Réseaux sociaux

## Les groupes rebelles tchadiens

Les groupes rebelles tchadiens étaient motivés par des raisons politiques et avaient l'objectif commun de renverser le gouvernement tchadien. Cependant, leur présence prolongée en Libye et la nécessité de trouver des sources de financement ont poussé un certain nombre d'entre eux à tirer parti de l'économie du commerce illicite, rendant floues la distinction des groupes à motivation politique et ceux à tendances criminelles.

Pour éviter de ternir leur réputation internationale et rester des acteurs crédibles s'ils prenaient le pouvoir dans la capitale de leur pays d'origine, N'Djamena, les groupes rebelles tchadiens organisés ont souvent cherché à éviter d'être associés au travail de mercenaire ou à des activités criminelles dans les déclarations publiques.<sup>8</sup> Cependant, après la fin du soutien du gouvernement soudanais en 2009, des groupes rebelles tchadiens se sont livrés à des activités mercenaires dans la Libye post-Kadhafi pour financer la rébellion. Suite à la baisse de la demande de leurs services après le cessez-le-feu d'octobre 2020 en Libye, ils semblent avoir consolidé leur emprise sur les économies liées au trafic en tant que source de revenus.

Bien que les combattants individuels profitent d'une partie des revenus des économies mercenaires et criminelles, une grande partie des fonds, gérés par un trésorier, sont réinvestis dans les groupes. Cela a incité certains commandants rebelles à quitter la rébellion et à former leurs propres groupes armés apolitiques pour se livrer uniquement à des activités mercenaires ou criminelles. Un ancien rebelle du FACT et du Conseil de commandement militaire pour le salut de la république (CCMSR) qui a échappé à la rébellion en mars 2018 a décrit les conditions difficiles au sein du mouvement :

Après seulement quelques mois, j'ai compris que ma décision [de rejoindre la rébellion était] la pire de ma vie, car je n'avais plus de liberté. Je ne pouvais ni sortir ni me déplacer librement dans la ville. Nous mangions la même nourriture presque tous les jours et nous ne recevions pas d'argent. [...] Je n'avais pas le droit de changer d'avis, je ne pouvais donc que m'échapper. Je ne veux pas mourir comme ça, je vivais dans la peur [...] J'avais l'impression d'être un esclave.<sup>9</sup>



Entraînement de combattants du FACT en Libye, vers 2017. Photo : Réseaux sociaux

## Les groupes rebelles tchadiens

Les principaux groupes armés tchadiens actifs en Libye comprennent le FACT, le CCMSR, l'Union des forces pour la démocratie et le développement (UFD), le Front de la nation pour la démocratie et la justice au Tchad (FNDJT), et l'Union des forces de la résistance (UFR). Leurs divisions ont été principalement motivées par des contestations au sujet du pouvoir, qui suivaient souvent des lignes ethniques.<sup>10</sup> L'UFR est principalement composée de Bideyat et Zaghawa (Est du Tchad) ; le FACT de Gorane Daza ; le CCMSR de Gorane Kreda (Nord du Tchad) et d'Arabes ; et l'UFDD principalement de Gorane Anakaza.<sup>11</sup>



FACT



CCMSR



UFDD



UFR

## Les groupes armés tchadiens apolitiques

Les groupes armés tchadiens apolitiques se sont formés principalement à la suite de la défection de commandants rebelles qui cherchaient des gains économiques personnels soit en tant que mercenaires en Libye soit par le biais de l'économie du commerce illicite. Ces groupes étaient plus attrayants que les groupes rebelles pour les recrues de bas niveau pour plusieurs raisons. Premièrement, les combattants tchadiens des groupes apolitiques expliquent qu'il peuvent bénéficier d'une part du butin et vivre dans de meilleures conditions que dans les groupes rebelles. Par exemple, des combattants sous Mahamat Haki Abdul Rahman, un ancien commandant supérieur du CCMSR connu sous le nom de Hakimi, auraient été autorisés à faire la fête, avec de l'alcool et de la drogue, à leur base de Sebha après que Hakimi a quitté le CCMSR en janvier 2020.

Deuxièmement, les groupes armés apolitiques offrent plus de flexibilité aux combattants que les groupes rebelles tchadiens. Si un combattant décide de quitter un groupe rebelle, il doit le faire discrètement, car la

désertion est passible de la peine de mort. En revanche, les groupes armés apolitiques donnent généralement la possibilité aux jeunes hommes de « travailler » pendant une courte période avant de rentrer chez eux avec leur part du butin.

Enfin, les parties en conflit en Libye sont plus attirées par les groupes armés tchadiens apolitiques. En effet, le fait d'engager des groupes rebelles à motivation politique pourrait être mal perçu par le gouvernement tchadien, étant donné le potentiel de réinvestissement des fonds acquis durant la guerre contre N'Djamena. Le financement des rebelles tchadiens saperait l'objectif des partis libyens visant à obtenir le statut de parti national, car cela entraînerait l'opposition du gouvernement tchadien à leur égard. Le soutien du gouvernement tchadien pourrait aider à légitimer leur cause. En faisant d'un allié potentiel un ennemi, ils risquent également de rediriger le soutien du gouvernement tchadien vers leurs opposants plutôt que vers eux-mêmes.

## Les mercenaires tchadiens individuels

Des mercenaires tchadiens ont également rejoint des groupes armés libyens qui recrutent des combattants à titre individuel. Il s'agissait le plus souvent de combattants dans des groupes pro-ANL, tels que les brigades 116 et 128. Les combattants recevaient pour la plupart un faible salaire mensuel, équivalent à environ 600 € selon leur fonction, ainsi que d'autres avantages, tels que la nourriture et le logement.

Les mercenaires tchadiens sont attrayants pour les brigades affiliées à l'ANL pour trois raisons principales : leur expérience en fait des combattants de première ligne parfaits ; s'ils meurent, les familles au Tchad ne demanderont pas de compensation financière (qui est généralement versée pour les combattants libyens) ; et ils ont tendance à accepter des salaires inférieurs à ceux de leurs homologues libyens. Un ancien soldat tchadien qui s'est rendu en Libye pour travailler comme mercenaire (voir Figure 1) a expliqué combien il gagnait :

En 2016, je suis allé en Libye pour travailler comme mercenaire dans le camp de Haftar. [...] J'ai été engagé dans le groupe, notre salaire n'était pas très

élevé mais nous avons partagé le [butin], qui était énorme. Nous n'avions pas le droit de récupérer notre part du butin [si nous ne combattons pas]. Un cinquième du butin recueilli après un combat était pour Haftar et le reste était partagé entre ceux qui avait participé au combat. Si une personne tuait un ennemi, ses effets personnels lui revenaient. Nous combattons contre les islamistes [...] dans les quartiers de Syrte. J'ai réussi à tuer un chef islamiste et j'ai pu récupérer sa voiture, son téléphone et 5 000 USD.<sup>12</sup>

Cependant, les combattants tchadiens engagés comme mercenaires dans des groupes libyens avaient peu de chances de pouvoir partir. Et le même soldat tchadien a ajouté : « Si nous apprenions que quelqu'un voulait abandonner et partir, nous pouvions le tuer et prendre ses biens. J'ai vendu la voiture et je suis parti discrètement. »<sup>13</sup> Cependant, le travail de mercenaire est toujours considéré comme une source de revenus rentable à court et moyen terme.

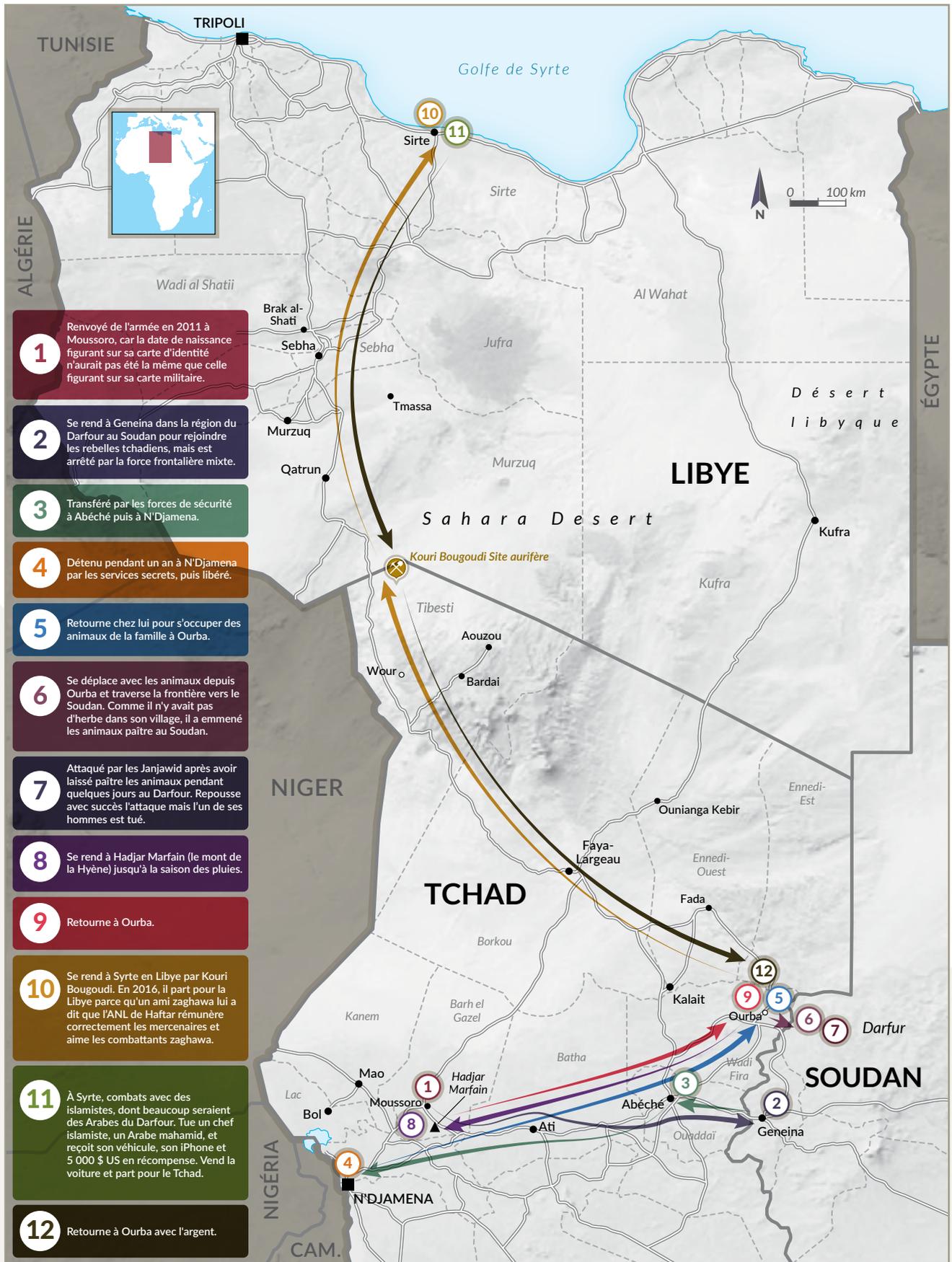


FIGURE 1 Itinéraire d'un ex-soldat et rebelle devenu mercenaire en Libye.



# DÉSTABILISATION PENDANT LA GUERRE DE LIBYE

Un rebelle libyen montre des colliers tchadiens prouvant que Kadhafi avait recours aux mercenaires, Bin Jawad, Libye.

© Benjamin Lowy via Getty Images

## Le mercenariat

Depuis l'entente Tchad-Soudan en 2010 et la chute de Kadhafi en 2011, les rebelles tchadiens et les autres groupes armés ont profité de l'anarchie en Libye et ont installé des bases à partir desquelles ils devaient organiser leur opposition au président tchadien de l'époque Idriss Déby.<sup>14</sup> Ayant perdu leur source majeure de financement après l'alliance créée par Idriss Déby avec leur principal bailleurs de fonds, le président soudanais Omar al-Bashir, en 2010, la Libye est devenue une nouvelle panacée pour les rebelles, offrant à la fois un refuge et une nouvelle opportunité économique par le travail de mercenaire.

Lors de la première guerre civile libyenne en 2011, l'implication des combattants tchadiens en tant que forces mercenaires était limitée. De nombreux révolutionnaires libyens ont d'abord perçu les combattants tchadiens comme des partisans de Kadhafi, principalement parce que le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) avait reçu le soutien de Kadhafi dans le passé et ce dernier avait fait appel à eux au début de la révolution.<sup>15</sup> Les groupes armés toubou libyens ont cherché à recruter des rebelles toubou et gorane tchadiens dans leurs propres rangs ou à désarmer ceux qui soutenaient Kadhafi, mais avec un succès limité, car de nombreux rebelles ont refusé de quitter leurs structures autonomes établies et de combattre au sein de groupes libyens.<sup>16</sup>

Cependant, alors que la deuxième guerre civile libyenne se préparait en 2014, les combattants tchadiens sont devenus des acteurs de plus en plus importants, perçus par les parties en conflit comme des atouts clés pour la guerre qui pourraient aider à gagner un combat s'ils tombaient sous l'emprise de l'ennemi. Les rebelles tchadiens ont stratégiquement profité de leur position en tant que « combattants capables de changer de camp » pour augmenter leurs revenus.

À Benghazi en 2015, par exemple, Haftar a engagé des combattants gorane tchadiens pour lutter contre une milice salafiste, Ansar al-Sharia.<sup>17</sup> Leur succès sur le champ de bataille, comme combattants expérimentés de première ligne facilement remplaçables, ont rehaussé le profil de ces mercenaires, suscitant l'intérêt des groupes armés de Zintan et de Misrata.<sup>18</sup> Plus tard en 2015, la Troisième force de Misrata, une milice pro-Tripoli, a engagé plusieurs centaines de combattants gorane tchadiens autour de Hun, la capitale de la région de Jufra. Cela était très probablement à la fois pour empêcher Haftar de recruter les combattants et pour attirer une force de combat auparavant sous son commandement, et les utiliser contre lui.<sup>19</sup> Beaucoup de ces combattants auraient été identifiés comme appartenant à l'UFDD.<sup>20</sup>

En 2015, ayant accumulé suffisamment d'armes et de véhicules pour constituer une menace crédible pour N'Djamena (reçus en échange de son travail de mercenaire à la fois pour les groupes de Misrata et Haftar), Mahamat Nouri, fondateur de l'UFDD et homme politique tchadien expérimenté, a cherché à retrouver sa place en tant que chef de l'UFDD avec l'aide de quelques commandants de terrain loyaux. Mahamat Nouri, venu s'exiler en France après avoir fui le Soudan en se rendant au Qatar en 2010, était considéré comme l'un des leaders politiques préférés par certains fidèles sur le terrain. Selon eux, il compensait leur manque d'éducation formelle ou d'expérience politique au Tchad, et donc améliorerait leurs chances à la fois d'acquérir une crédibilité internationale et de prendre le pouvoir à N'Djamena. Cependant, plusieurs jeunes membres de l'UFDD se sont opposés au commandement de Nouri. Pour eux, Nouri avait fui les combats et ne méritait pas de récolter les fruits de leur richesse durement gagnée en Libye.

La division sur le rôle de Nouri était un signe avant-coureur d'un fossé qui se développait au sein des groupes rebelles tchadiens. Certains restaient attachés aux objectifs politiques à moyen terme et considéraient les dirigeants en exil comme la solution, et les autres commençaient à donner la priorité à la génération de revenus par rapport aux aspirations politiques et avaient été déçus par les dirigeants en exil qui n'avaient pas participé à la guerre en Libye.

Depuis leur expulsion du Soudan, Nouri et Timan Erdimi, chef de l'UFR, suivaient les développements sur le terrain, mais ne les dirigeaient pas.<sup>21</sup> Ces chefs rebelles en exil agissaient comme « mascottes » et médiateurs pour les groupes armés rebelles, les aidant à conserver une représentation politique afin de garder ainsi l'espoir de réaliser des objectifs plus larges, notamment un soutien international et le pouvoir politique à N'Djamena. Les équipes de communication des rebelles, composées pour la plupart de réfugiés tchadiens basés dans des pays occidentaux, se tenaient au courant des évolutions locales par le biais de groupes WhatsApp et d'appels téléphoniques par satellite avec des soldats sur le terrain. Ils analysaient et relayaient ensuite les informations provenant du terrain avant de les publier sous forme de déclarations officielles des groupes sur les pages des réseaux sociaux des groupes rebelles.<sup>22</sup>

Ainsi, en portant deux chapeaux, les groupes rebelles tchadiens utilisaient de manière stratégique l'image conflictuelle d'être soit à motivation idéologique soit des mercenaires, adaptant leur discours et leur profil aux bailleurs de fonds potentiels. La dépolitisation de leur identité a peut-être permis à Haftar de justifier plus facilement l'engagement de combattants toubou et gorane tchadiens pendant la révolution, tout en cherchant à maintenir de bonnes relations avec Déby, par exemple.<sup>23</sup> Cependant, pour de nombreux rebelles tchadiens, les avantages découlant de leur travail en tant que mercenaires sont devenus plus obscurs et sans doute sont entrés en conflit avec l'objectif initial de prendre le contrôle de N'Djamena.<sup>24</sup>



*Lors de la deuxième guerre civile en Libye, les combattants tchadiens étaient perçus comme des atouts essentiels.*

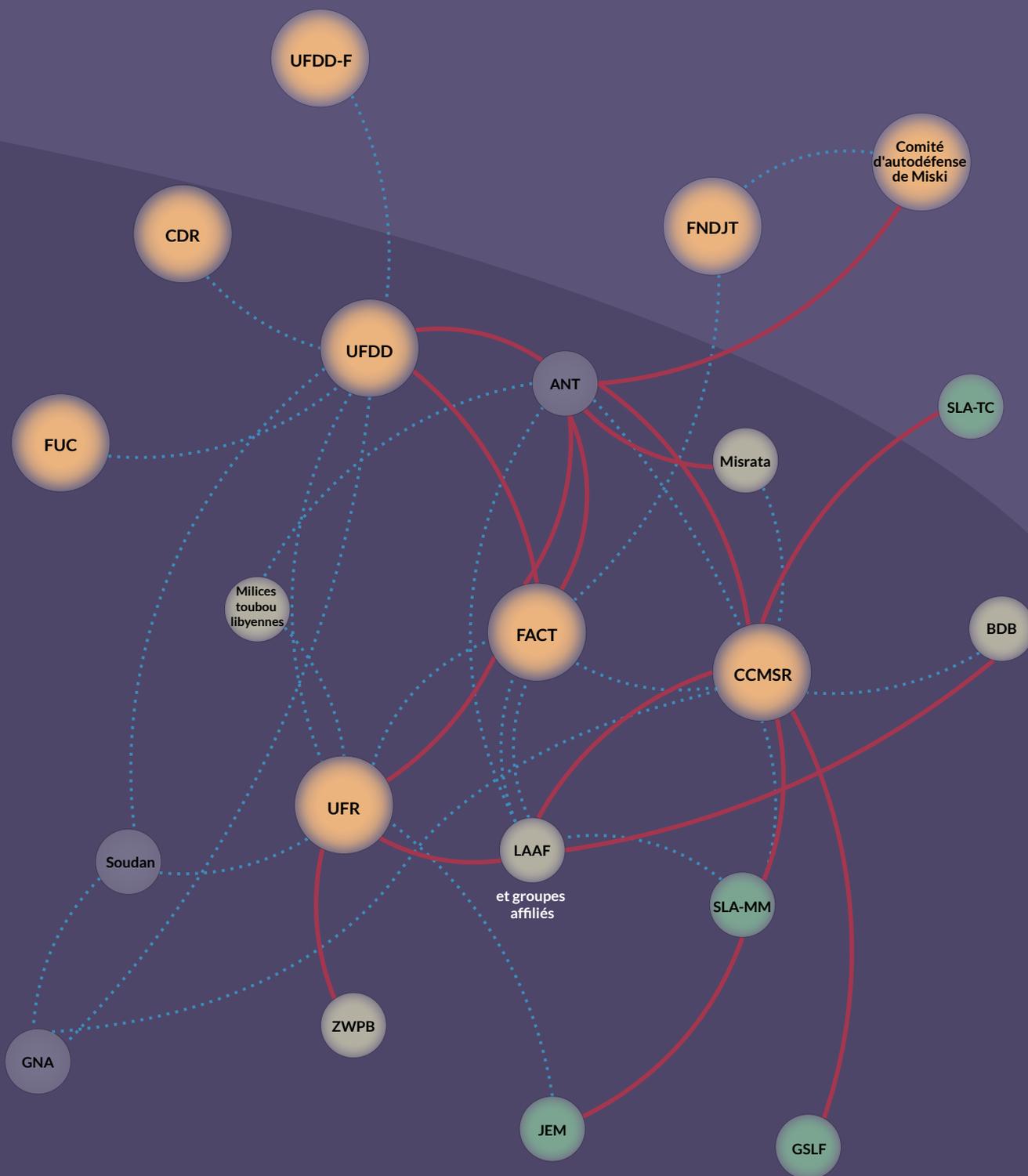
Le passage d'une politique partisane à une politique plus purement axée sur la génération de revenus s'est peut-être mieux reflété dans le constant changement des alliances des groupes rebelles tchadiens en Libye, qui étaient principalement motivés par des considérations financières plutôt que politiques (se reporter à « Réseau d'alliances et affrontements entre les groupes de rebelles armés tchadiens en Libye » ci-dessous). Alors qu'ils étaient initialement désireux de rechercher des alliances avec les ennemis des alliés de Déby, entre 2016 et 2017, les groupes armés tchadiens se sont alignés sur le plus offrant.<sup>25</sup>

De nombreux combattants tchadiens pro-Haftar se sont ensuite rangés du côté de ses ennemis déclarés, les Brigades de défense de Benghazi (BDB) et la Troisième Force de Misrata.<sup>26</sup> Par exemple, le groupe rebelle tchadien nouvellement formé, le Conseil de commandement militaire pour le salut de la république (CCMSR), dirigé par Mahamat Boulmays, a reçu 40 véhicules de la part de Haftar en juin 2016 et, plus tard, beaucoup plus de son opposant, les Brigades de défense de Benghazi (BDB), ce qui les a amenés à remettre des parties du Croissant pétrolier aux forces de Misrata. Certains combattants de Boulmays auraient ensuite combattu Haftar sur les aérodromes de Tamanhint et Brak al Shati entre avril et mai 2017.<sup>27</sup>

La nature dynamique des alliances a également été illustrée par la relation du FACT avec l'ANL de Haftar. Avant de se rallier à l'ANL, Mahmat Mahadi Ali, ancien combattant du groupe rebelle Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) et fondateur du FACT, s'était rangé du côté de Misrata, bien que les relations se soient tendues à partir de la mi-2017, coïncidant avec le départ de la Troisième force de Misrata et de l'arrivée de l'ANL à Jufra. Le FACT a ensuite maintenu un rôle neutre en évitant les affrontements (sauf avec l'État islamique) et les zones contrôlées à Jufra entre 2017 et 2018.<sup>28</sup> Toutefois, cette neutralité a pris fin en mars 2021 lorsque les relations du FACT avec la Brigade 128 pro-Haftar se sont tendues à cause des revenus de la contrebande de carburant. Suite à cet affrontement, le FACT s'est déplacé près de la zone frontalière Tchad-Libye. Plus tard, en septembre 2021, l'ANL a attaqué le FACT basé à Tarbou.

La présence de combattants tchadiens en Libye s'est accentuée en 2019 alors que le conflit s'intensifiait. Leur rôle visant à soutenir les deux côtés du Croissant pétrolier en particulier a montré comment ils pourraient avoir un impact direct à la fois sur l'économie et la stabilité du pays.<sup>29</sup> Par exemple, les rebelles FACT ont activement participé à la bataille de Tripoli qui a commencé en avril 2019, aux côtés de l'ANL. Les combattants du CCMSR, qui disposaient d'au moins 100 véhicules et 500 hommes en 2020, ont également été actifs dans le conflit qui s'est intensifié, après 2019, soutenant principalement les forces alliées du GNA.<sup>30</sup> L'UFDD, comptant au moins 100 combattants, a soutenu les deux camps au conflit.<sup>31</sup>

## RÉSEAU D'ALLIANCES ET AFFRONTEMENTS DES GROUPES ARMÉS REBELLES TCHADIENS EN LIBYE



**Légende :**

- Groupes armés tchadiens
- Groupes armés soudanais
- Groupes armés libyens
- Acteurs soutenant le pouvoir
- Affrontements
- Alliances

REMARQUE : Cette cartographie est basée sur des incidents rapportés dans la littérature grise et peut donc ne pas être représentative de toutes les alliances et divisions, qui peuvent varier. Il est possible que certaines alliances et certains affrontements ne soient pas indiqués. Le nom complet de chacun des groupes armés est indiquée dans la section abréviations et acronymes.

## Le trafic de mercenaires

Une dynamique majeure que la GI-TOC a surveillée pendant l'intensification de la guerre en Libye en 2019 était le trafic de migrants, principalement des Arabes, et certains dès l'âge de 13 ans, recrutés dans la région du Sahel pour travailler comme combattants et enfants soldats dans des groupes armés actifs pendant les guerres en Libye et au Yémen. Le recrutement d'enfants soldats dans les groupes armés tchadiens n'est pas nouveau et avait déjà fait l'objet d'un rapport approfondi d'Amnesty International en 2011 et de plusieurs rapports du Conseil de sécurité des Nations Unies dans les années qui ont suivi.<sup>32</sup> Bien que le déploiement d'enfants soldats dans les groupes armés tchadiens semble avoir diminué, une décennie plus tard, il ne s'est pas arrêté. En fait, ce type de recrutement est devenu une source de revenus importante pour les groupes armés.

Au-delà de l'utilisation de jeunes hommes et de garçons pour le travail de mercenaire, certains groupes armés tchadiens et libyens ont cherché à tirer profit du transfert de combattants nouvellement recrutés dans ce que l'on peut appeler un « commerce de mercenaires transnational ». Face au nombre élevé de jeunes hommes cherchant à rejoindre des groupes armés, certains groupes armés tchadiens en Libye ont réalisé que le transfert de nouvelles recrues à d'autres groupes armés contre rémunération, en particulier ceux de tribus externes, était plus rentable que de les utiliser comme combattants dans leurs rangs, car le fait de les garder impliquerait des coûts logistiques plus importants liés à la nourriture, la formation et l'hébergement des combattants.<sup>33</sup>



Capture d'écran d'un bulletin d'information montrant des migrants arabes tchadiens interceptés par une force frontalière mixte tchadienne le long de la frontière Tchad-Libye, publiée sur YouTube le 5 mai 2019. *Portail de la Renaissance du Tchad HD, Télé-Tchad*

Les groupes armés tchadiens ont eu tendance à privilégier le maintien dans leurs rangs des recrues de leur propre clan ou ethnie. Par conséquent, les groupes sont divisés selon des lignes ethniques. Le CCMSR recrutait parmi les Kreda Gorane ; le FACT parmi les Daza Gorane ; l'UFDD principalement parmi les Gorane Anakaza et l'UFR principalement parmi les Bideyat Zaghawa.<sup>34</sup> Ainsi, la vente des combattants excédentaires à d'autres groupes armés, qui étaient considérés comme des « marchandises » de plus en plus précieuses lorsque le conflit libyen s'est intensifié, était devenue plus rentable que de les garder comme combattants.

L'implication signalée de rebelles de haut rang dans le commerce de combattants a mis en évidence son importance en tant que sources de revenus des groupes armés tchadiens provenant de l'économie illicite. En janvier 2018, une réunion de trois jours avec des membres haut placés du CCMSR a conduit à la démission forcée de Mahamat Tahir Acheick, alors secrétaire général du mouvement, après la condamnation par des membres de son implication évidente et celle de Hakimi dans le commerce de jeunes arabes tchadiens qui cherchaient à rejoindre le CCMSR en tant que combattants d'autres forces militaires et gouvernements étrangers en Libye et aux Émirats arabes unis (EAU), décrit plus en détail ci-dessous.<sup>35</sup>

Le désaccord souligne à quel point certains combattants du CCMSR ont considéré le trafic de mercenaires comme immoral, renforçant le fossé mentionné plus haut entre les membres motivés par les idéologies et ceux davantage axés sur le profit. Des officiers supérieurs du CCMSR auraient directement encouragé le transfert systématique d'Arabes provenant de tout le Tchad vers le sud de la Libye par le biais de réseaux régionaux de trafic d'êtres humains afin de tirer profit du commerce.<sup>36</sup> Ils y parvenaient en expliquant aux intermédiaires arabes qu'il y avait une forte demande de combattants dans leurs rangs. De nombreuses recrues auraient été amenées à croire qu'elles rejoindraient la rébellion, mais auraient ensuite été transférées dans d'autres groupes.<sup>37</sup>

Une fois les recrues reçues par les groupes armés tchadiens, elles étaient ensuite vendues à d'autres groupes armés libyens, pour la plupart affiliés à l'ANL. Une source a affirmé que la Brigade libyenne 116, dirigée par Massoud Jeddi, aurait payé pour des recrues de groupes armés tchadiens entre 2 000 et 3 000 dinars libyens (LYD), soit 1 280 à 1 900 €, par combattant.<sup>38</sup> La source a indiqué qu'ils avaient ensuite reçu jusqu'à trois fois plus d'argent de la part de l'ANL en Tripolitaine pour les recrues, entre 5 000 et 8 000 LYD (3 190 € - à 5 110 €), quand l'ANL avait particulièrement besoin de nouvelles recrues pour la guerre.<sup>39</sup>

*Les groupes armés tchadiens et libyens profitent du transfert de combattants nouvellement recrutés dans le cadre d'un commerce de mercenaires transnational.*

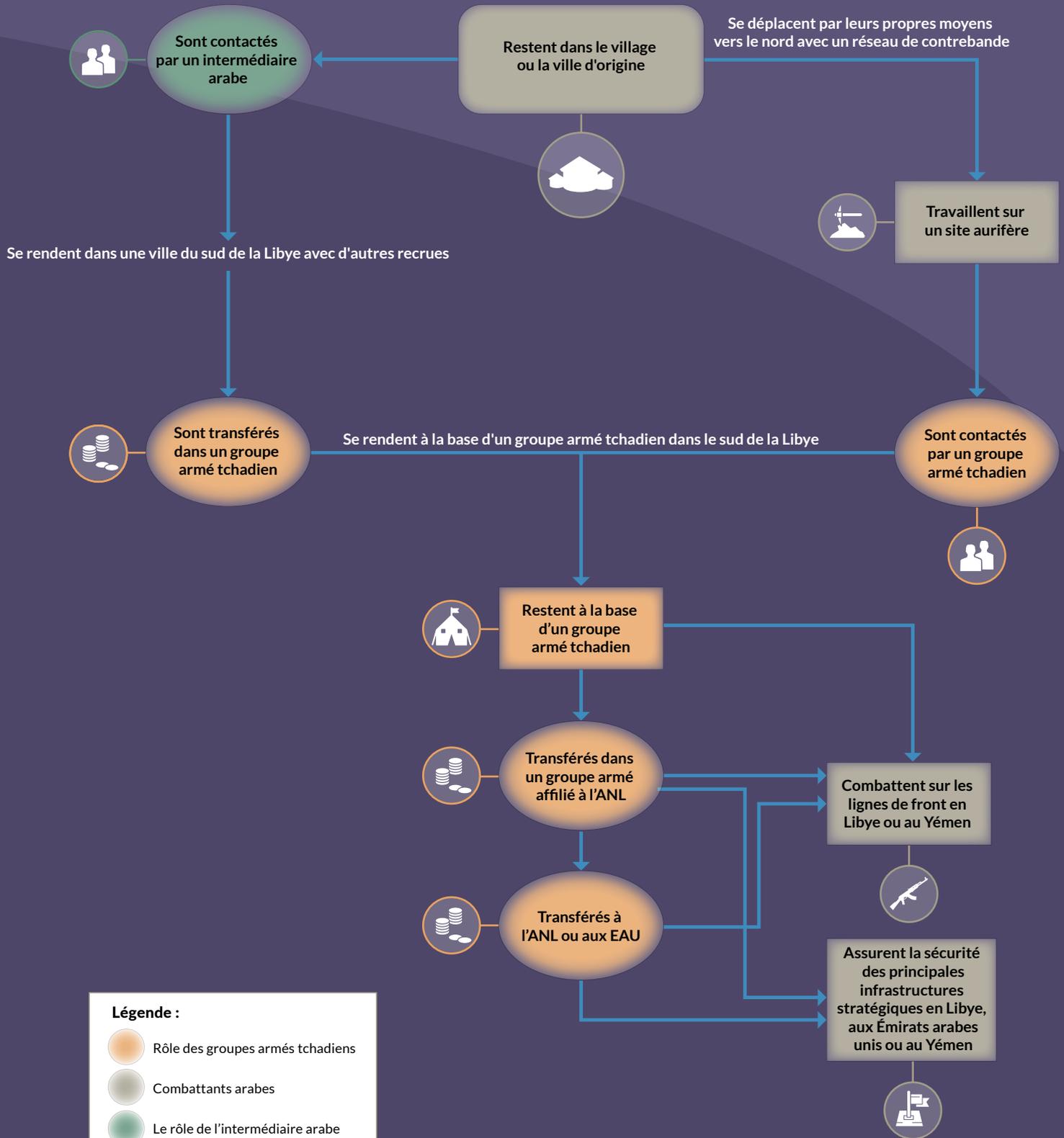
## « Approvisionnement » de combattants de première ligne aux Émirats arabes unis au Yémen

Alors que de nombreux recruteurs seraient issus de groupes affiliés à l'ANL, les émissaires émiratis en Libye auraient payé des sommes importantes pour que des mercenaires combattent au nom de mandataires dans la guerre au Yémen.<sup>40</sup> Les prix variaient généralement entre 5 000 et 8 000 LYD (3 190 € à 5 110 €) mais n'étaient jamais supérieurs à 10 000 LYD (6 390 €) par combattant.<sup>41</sup>

La plupart des recrues étaient envoyées par avion directement aux Émirats arabes unis. L'aéroport principalement utilisé pour les départs est celui de Kharouba, qui sert également de base de drones des Emirats Arabes Unis, près de Benghazi, dans l'est de la Libye. La base aérienne contrôlée par la Brigade 116 à Tamanhint (près de Sebha) aurait également été utilisée à la fois comme principal point de rassemblement et de départ pour les mercenaires transférés aux Émirats arabes unis. Des recrues seraient également envoyées par avion depuis les nombreuses petites pistes d'atterrissage dans les déserts du centre ou de l'est de la Libye, comme la base aérienne de Jufra. Dans d'autres cas signalés, certains ont été transportés dans des camions vers l'Égypte, puis vers les Émirats arabes unis.

Le recrutement de mercenaires au Sahel par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis n'est pas nouveau et s'est déroulé dans le cadre d'accords gouvernementaux bilatéraux avec le Tchad et le Soudan.<sup>42</sup> Début 2019, un bureau de recrutement temporaire aurait été ouvert à Nyala, au Soudan, pendant deux mois par le général Mohamed Hamad Dagolo (mieux connu sous le nom de « Hemmeti »), chef de la Force de soutien rapide à dominance arabe.<sup>43</sup> Certaines des recrues, mais pas toutes, auraient ensuite été envoyées au Yémen.<sup>44</sup>

# PROCESSUS DE RECRUTEMENT DES COMBATTANTS ARABES ET RÔLE DES GROUPES ARMÉS TCHADIENS



Les prix payés par les recruteurs varient en fonction du rôle de la recrue. Les recrues qui sont en charge des postes de contrôle ou des casernes sont moins chers et reçoivent une rémunération moins importante que les combattants qui ont plus d'expérience au combat, qui seraient directement envoyés à Tripoli au plus fort de la guerre.<sup>45</sup> Ces derniers se déplacent souvent en groupe et peuvent même se voir remis un véhicule armé. Certains Arabes tchadiens, selon deux sources, sont également recrutés dans des milices pour des activités criminelles, notamment pour détourner des convois.<sup>46</sup> Chaque véhicule (occupé par quatre à cinq personnes) serait payé environ 5 000 LYD (3 190 €) par mission. D'autres ne recevraient que le logement et la nourriture, mais pourraient garder une partie du butin des attaques. Un mercenaire arabe du Darfour basé à Jufra raconte son expérience :

Tous les migrants sont recrutés par des passeurs de leur propre pays. Ils prennent le temps de les convaincre, puis ils les recrutent. Ils vous demandent si vous savez vous servir d'une arme. Vous êtes payé 2 000 LYD pendant 15 jours si vous savez utiliser une [Kalachnikov]. Si un combat est prévu, ils vous emmènent avec eux. Ceux qui savent utiliser les armes lourdes reçoivent 4 000 LYD (760 €) pour 15 jours.<sup>47</sup>

La marge de manœuvre des recrues une fois qu'elles ont été transférées dans des groupes varierait, certaines indiquant qu'il peut être difficile de partir une fois qu'elles ont été recrutées, se voyant contraintes de participer activement aux activités criminelles.<sup>48</sup>

## Les jeunes hommes et garçons arabes sont particulièrement vulnérables au recrutement

Les chefs parmi les mercenaires recrutés étaient des hommes et des garçons arabes sahéliens, originaires de différentes régions du Tchad, notamment Biltine, Abéché, Moundou, Bahr El Gazel et Ati, mais aussi de l'est du Niger et de la région du Darfour au Soudan. Début avril 2019, une vidéo a circulé sur les réseaux sociaux montrant la détention de 180 Arabes sahéliens à Oumm al-Aranib, en Libye, par la brigade Khalid Bin Walid en coopération avec la brigade Waw pour la protection des frontières.<sup>49</sup> Des Arabes sahéliens en uniformes de l'armée nationale libyenne ont également été aperçus dans une vidéo partagée sur les réseaux sociaux au cours de la première semaine de mai 2019.<sup>50</sup> Ils auraient combattu pendant la bataille de Tripoli.

Depuis les années 1980, principalement à cause d'un gouvernement tchadien hostile sous l'ancien président Hissène Habré, un grand nombre d'Arabes tchadiens ont quitté le pays, formant d'importantes communautés dans l'est du Niger (en particulier autour de N'Guigmi), et dans les grandes villes du sud de la Libye, plus particulièrement à Sebha, Brak al-Shati et Jufra. La chute de Kadhafi en 2011 a contribué à augmenter le nombre d'Arabes tchadiens dans le

sud de la Libye, attirés par la perspective d'obtenir facilement la nationalité libyenne.

Les orpailleurs arabes<sup>51</sup> ont également été nombreux sur le site aurifère de Kouri Bougoudi, à cheval sur la frontière du Tchad et de la Libye. Les Toubous et les Arabes ont maintenu des relations de coopération dans le sud de la Libye, des mariages entre communautés ont également eu lieu, ce qui est rare parmi les tribus du sud de la Libye.<sup>52</sup>

Ce qui a permis aux Arabes mahamid libyens de pouvoir accéder plus facilement aux postes de contrôle toubou entre Qatrun et le sud de Murzuq, qui sont des voies incontournables conduisant aux champs aurifères du nord du Tchad. Le statut privilégié dont jouissaient les Arabes libyens est devenu attractif pour d'autres tribus qui entretenaient des relations difficiles avec les Toubou mais voulaient investir dans l'exploitation artisanale de l'or dans le nord du Tchad. Les Arabes libyens s'étaient positionnés comme orpailleurs et transporteurs pour plusieurs groupes ayant des intérêts à Kouri Bougoudi, notamment les Oulad Souleymane, les Qadhadhfa, les Magarha, les Misrati et les Zliten.<sup>53</sup>

Comme l'orpaillage était devenue une activité de moins en moins fiable depuis 2018, en raison des interventions de l'Armée nationale tchadienne (ANT) pour fermer des sites, de nombreux Arabes sahéliens se sont rendus en Libye à la recherche de travail en tant que mercenaire.<sup>54</sup> En effet, les groupes armés affiliés à l'ANL et à dominance arabe qui étaient actifs en Libye ont cherché à recruter dans les tribus spécifiques pour trois raisons principales.

Premièrement, certains Arabes sahéliens ont la même couleur de peau que les Arabes libyens, ce qui est idéal pour dissimuler le déploiement de forces mercenaires au sein des forces militaires à dominance arabe, telles que l'ANL. Deuxièmement, leur connaissance de l'arabe facilite la coopération et la coordination sur le terrain, ainsi que leur formation. Troisièmement, ils font des combattants de première ligne parfaits, car ils reçoivent des salaires inférieurs à ceux des soldats libyens, et les familles au Tchad n'exigeront pas de compensation financière en cas de décès.

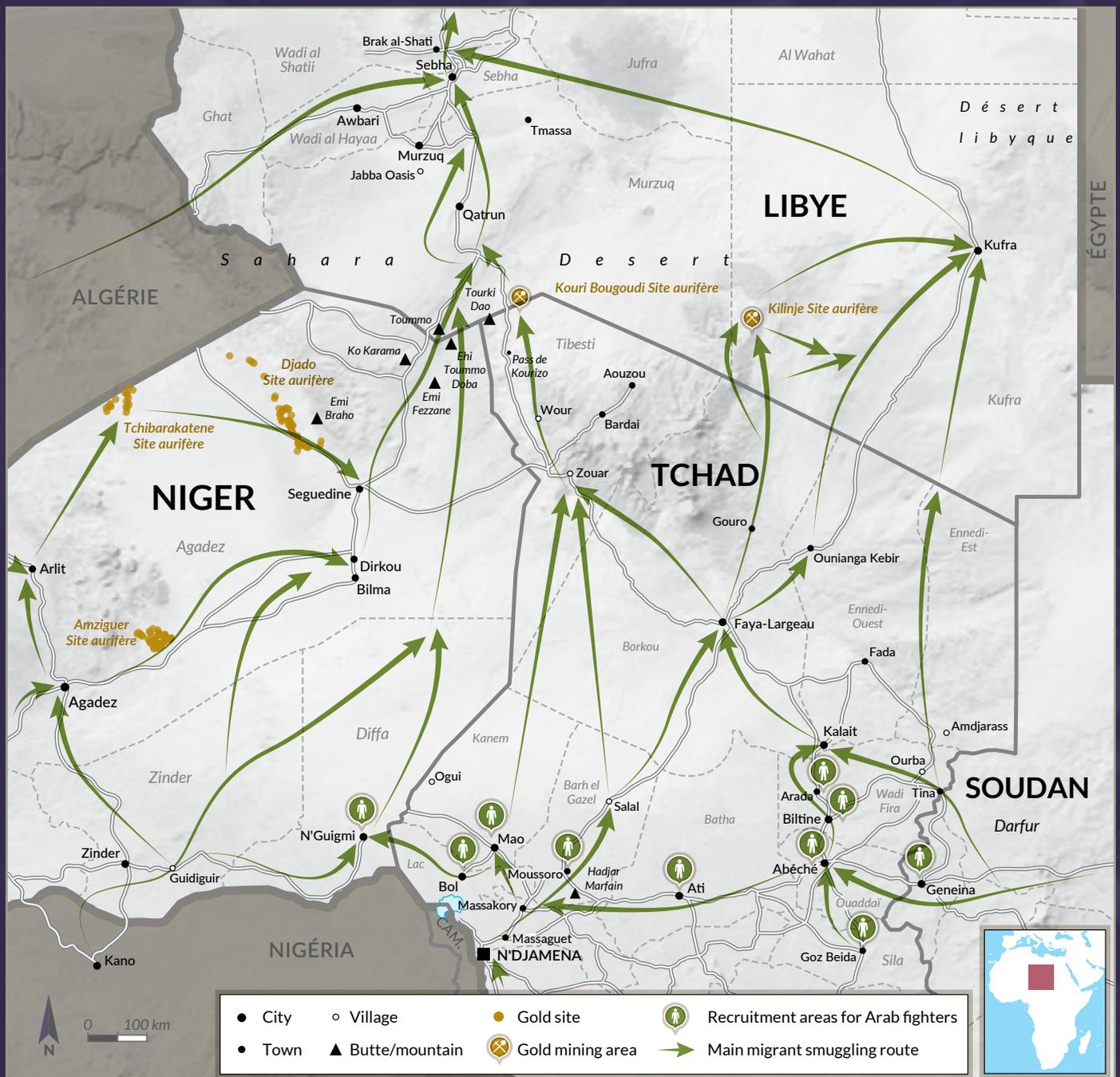


FIGURE 3 Itinéraires du trafic et zones de recrutement des Arabes sahéliens.

## Modalités du trafic et du recrutement

Lors du trafic (et dans certains cas de la traite) d'Arabes sahéliens, les intermédiaires du recrutement, souvent des Arabes mahamid libyens basés à Sebha ou à Oumm al-Aranib, utilisent leurs relations familiales, sociales et tribales au Tchad, au Niger et au Soudan pour convaincre les jeunes hommes et les garçons de se rendre dans le sud de la Libye.<sup>55</sup> La plupart des recrues sont âgés de 14 à 18 ans, mais peuvent avoir de 13 à 35 ans.<sup>56</sup>

Les jeunes hommes et garçons des zones rurales font des recrues idéales parce qu'ils sont naïfs et les familles pauvres ont tendance à envoyer leurs enfants à l'étranger pour ramener de l'argent. Les jeunes hommes seraient souvent induits en erreur lors du recrutement : certains se voient promettre la nationalité et les documents du pays étranger s'ils sont transférés à un émissaire émirati ou saoudien, et d'autres se voient promettre un emploi régulier et la nationalité libyenne ou d'un autre pays.<sup>57</sup> Ce n'est que plus tard que les nouvelles recrues se rendent compte qu'elles sont envoyées sur les champs de bataille au Yémen ou à Tripoli.

Une fois recrutés, les jeunes hommes et garçons sont placés dans les véhicules des passeurs jusqu'à ce qu'ils atteignent la Libye. Ils se déplacent généralement en utilisant les itinéraires habituels du trafic de personnes qui sont également utilisés par les orpailleurs, comme leur circulation a souvent été tolérée par les forces de sécurité qui gèrent les postes de contrôle au Niger et au Tchad, cependant elles ont activement cherché à arrêter le flux de mercenaires.<sup>58</sup> Le fait que les itinéraires du trafic ou de la traite des mercenaires se superposent à celles empruntées par les orpailleurs potentiels permet aux convois d'éviter plus facilement les soupçons et il est plus difficile qu'ils soient détectés par les forces de sécurité.

En mai 2019, une force frontalière mixte tchadienne positionnée à proximité du site aurifère de Kouri Bougoudi a intercepté 90 migrants voyageant dans un tel convoi de trafic, comprenant pour la plupart de jeunes Arabes tchadiens, qui se dirigeait en direction du nord vers la Libye.<sup>59</sup>

Les groupes armés darfouriens de l'Armée de libération du Soudan dirigée par Minni Minnawi et du Mouvement pour la justice et l'égalité auraient également recruté dans des villages et des camps de réfugiés dans l'est du Tchad avant de rassembler les recrues à Tiné et d'utiliser des réseaux de trafic de personnes pour transporter les nouvelles recrues au Soudan.<sup>60</sup>



# DÉSTABILISATION EN TEMPS DE PAIX

Photo du site aurifère 17 de Kouri en Libye. La découverte d'or en 2012 dans le nord-ouest du pays a stimulé une nouvelle migration dans la région depuis le Tchad. *Photo: GI-TOC*

## Échec de la réintégration des rebelles après le cessez-le-feu

Le piètre bilan du gouvernement tchadien dans la réintégration des rebelles, ainsi que les déclarations contradictoires publiées après le cessez-le-feu de 2020 en Libye, ont sapé la confiance dans les processus de DDR, comme mentionné, si bien que de nombreux rebelles ont conservé leur participation dans les activités criminelles et celles de mercenaires dans la région.

Au cours de ses trois décennies au pouvoir et jusqu'à sa mort en avril 2021, Idriss Déby n'a jamais adopté de résolutions importantes pour la réintégration des combattants tchadiens en Libye.<sup>61</sup> Le 29 août 2021, son fils, Mahamat Déby, qui dirige actuellement le pays en tant que président du Conseil militaire de transition (CMT), a déclaré que les combattants tchadiens « ne devraient pas être autorisés à quitter le territoire libyen ». <sup>62</sup> Dans d'autres messages, cependant, il a signalé que les rebelles qui se rendraient seraient les bienvenus.<sup>63</sup>

Ces signaux mitigés contribuent à discréditer toute tentative significative de rallier les rebelles sous l'aile du gouvernement, y compris les pourparlers entre les groupes rebelles négociés par le gouvernement togolais à Lomé. Les pourparlers, qui ont débuté en avril 2021, ont impliqué des représentants de l'UFR, du CCMSR, du FACT et du FNDJT. Lors de la rédaction de ce document, la position des rebelles et du gouvernement tchadien semblait irréconciliable. Les représentants des rebelles ont réclamé une amnistie totale, la libération des prisonniers de guerre et politiques, et ont refusé de reconnaître le Conseil militaire de transition (CMT). Les rebelles interrogés ont exprimé des doutes quant au contrôle des combattants sur le terrain par les représentants des groupes.<sup>64</sup>

Le CMT avait annoncé qu'il dirigerait le Tchad pendant 18 mois, renouvelables une fois, au cours desquels ils organiseraient un « dialogue national », prévu en décembre, à l'issue duquel des élections auraient lieu. Certains rebelles ont été invités à participer au dialogue, laissant espérer qu'au moins quelques combattants tchadiens pourraient revenir au Tchad.<sup>65</sup> Lors d'une étape significative et positive, 296 rebelles et dissidents politiques qui avaient été condamnés par le gouvernement ont été amnistiés le 29 novembre 2021.<sup>66</sup>

Les problèmes rencontrés lors des tentatives passées et en cours du gouvernement tchadien de réintégrer les combattants qui se sont rendus sont susceptibles de dissuader de nombreuses personnes de tenter la réintégration. Au mieux, les combattants ont été réintégrés dans les rangs inférieurs de l'Armée nationale tchadienne (ANT). Un grand nombre d'entre eux n'ont pas été inclus dans le processus de réintégration après des mois d'attente, tandis que d'autres sont soupçonnés d'avoir été exécutés.

La réputation du gouvernement a été ternie par des promesses non tenues. Après l'échec de l'une des plus grandes incursions rebelles tchadiennes en 2008, et l'entente Tchad-Soudan, de nombreux fantassins rebelles et commandants de terrain sont restés dans la région à la recherche de nouvelles opportunités. Des milliers de rebelles se



**Rebelles du FACT capturés (à gauche) et un véhicule UFDD abandonné (à droite). Les tentatives de réintégration qui ont échoué ont dissuadé les combattants de se rendre aux forces du gouvernement.**

© Djimet Wiche/AFP via Getty Images; Sonia Rolley via Getty Images

sont rendus à la suite des appels du gouvernement pour rejoindre les rangs de l'armée tchadienne, alors qu'il leur était promis une somme de 400 000 francs CFA (FCFA), soit 610 €, pour chaque déserteur et 11 000 000 FCFA (€ 16 750) par véhicule.<sup>67</sup> En plus de cette incitation financière, l'expulsion en juillet 2010 des chefs de l'UFDD et de l'UFR de Khartoum au Qatar a accéléré la reddition des troupes.<sup>68</sup> En octobre 2010, quelques 2 000 rebelles de l'UFR avaient volontairement rendu leurs armes à al-Fashir, au Darfour, remettant des centaines de véhicules et d'armes.<sup>69</sup> Le mois suivant, ils étaient deux fois plus à se rendre.<sup>70</sup>

Cependant, leur intégration dans les rangs de l'armée ne s'est pas déroulée comme prévu. La plupart des rebelles qui se rendaient ont reçu une petite somme d'argent pour reprendre leur vie de civils et seulement quelques centaines ont été incorporés dans l'armée, la plupart en tant que soldats de rang inférieur, indépendamment de leur grade ou de leur expérience.<sup>71</sup> Plus récemment, un ancien rebelle de l'UFR et, actuellement, orpailleur qui a participé à l'incursion de l'UFR en février 2019 au Tchad et qui s'est échappé au lieu de se rendre, a rapporté que ceux qui se sont rendus ont été emprisonnés :

Nos chefs ont pris la décision de se rendre aux forces du gouvernement. J'ai compris que si nous nous rendions, les choses ne se passeraient pas bien. C'est pourquoi j'ai fui. [...] [Ceux qui sont restés] ont été dupés par le gouvernement. La liberté leur avait été garantie, mais après s'être rendus, ils ont été emprisonnés à N'Djamena. À ce jour, je n'ai aucune nouvelle d'eux.<sup>72</sup>

Une dynamique similaire à la situation de la dernière décennie a été signalée à la suite des redditions de 2021. Le 9 mars 2021, un mois avant la tentative de prise de pouvoir par le FACT, un groupe de rebelles tchadiens dirigé par Hakimi a remis 90 véhicules et des armes sur le site aurifère de Kouri Bougoudi.<sup>73</sup> Conformément à l'approche DDR adoptée par le gouvernement tchadien, les combattants déserteurs auraient dû rejoindre les rangs de l'ANT. Cependant, quatre combattants toubou et gorane kreda tchadiens qui faisaient partie des hommes ont déclaré que cela ne s'était pas produit. D'autre part, alors que leurs chefs auraient reçu des sommes importantes pour faciliter leur reddition, les hommes de terrain n'en auraient eu que très peu.<sup>74</sup> Selon eux, environ 800 hommes, la plupart des anciens rebelles, sont actuellement dans le centre d'entraînement de l'ANT de Berdoba (près de la frontière soudanaise). Ils attendent depuis trois mois le début de leur entraînement au sein de l'ANT. Certains seraient partis, en raison des conditions précaires, se plaignant d'être mal nourris.<sup>75</sup> Certaines organisations de la société civile au Tchad ont également signalé qu'elles soupçonnaient que quatre commandants rebelles du FACT, qui se sont rendus après l'échec de leur attaque contre N'Djamena en avril 2021, ont ensuite été exécutés alors qu'ils étaient en détention.<sup>76</sup>

Dans l'ensemble, ces échecs concernant la réintégration, qui sont facilement partagés sur les réseaux sociaux, ont découragé les combattants tchadiens de se rendre aux forces du gouvernement et ont incité beaucoup à maintenir et à consolider leur rôle d'acteurs dans l'économie criminelle du Sahara central.

## La consolidation de l'engagement dans les économies criminelles régionales

Les groupes armés tchadiens ont exploité plusieurs principales sources de revenus pour les aider à soutenir financièrement leur rébellion. Elles comprennent notamment le travail en tant que mercenaire en Libye pour l'ANL et le GNA, le financement ponctuel de la diaspora tchadienne et l'implication dans les marchés illicites. Selon les entretiens menés par la GI-TOC, les activités illicites incluaient le trafic de drogue, de voitures et d'armes, le trafic de personnes et l'extraction illicite d'or dans le nord du Tchad.<sup>77</sup> Ils étaient directement impliqués, en gérant eux-mêmes des activités de contrebande ou de trafic, ou indirectement, en s'attaquant ou en escortant les acteurs impliqués dans ces activités illicites transitant par le triangle Tchad-Niger-Libye.



**Combattants rebelles tchadiens qui appartiendraient au FACT.**

*Photo: Réseaux sociaux*

Depuis mai 2020, lorsque l'ANL a perdu la base aérienne stratégique d'al-Wattiya et la chute de la ville de Tarhouna en juin 2020, qui a conduit au cessez-le-feu d'octobre 2020, le nombre d'incidents liés à la sécurité dans le nord du Niger et du Tchad, qui étaient principalement des affrontements armés sur des convois de contrebande, s'est considérablement accru, les auteurs ayant le profil des combattants tchadiens.<sup>78</sup> Bien qu'il soit difficile de dénombrer avec précision ces incidents, des dizaines

de personnes interrogées de la région ont signalé leur augmentation. Plusieurs l'ont attribué au retour des groupes armés tchadiens et soudanais dans les bases du Fezzan après la guerre, et à leur présence plus importante sur le site aurifère de Kouri Bougoudi.<sup>79</sup> Ces bases sont très proche des routes de transsahariennes du trafic de drogue, de voitures et de personnes.

Entre 2015 et 2020, l'insécurité accrue sur les routes sahéniennes les a rendues moins intéressantes pour les réseaux de trafic de drogue.<sup>80</sup> Ces routes sont connues pour avoir joué un rôle moindre dans le commerce de cocaïne ouest-africain au cours de cette période, à la fois en raison de la présence plus importante des forces de sécurité et de l'augmentation des attaques de coupeurs de route armés contre des convois de drogue, rendant le commerce plus risqué pour les trafiquants.<sup>81</sup> D'autres activités de trafic bien établies, telles que le trafic de personnes, ont également été affectées par la présence de combattants tchadiens, rendant ces routes plus dangereuses pour les populations locales, les migrants internationaux et les orpailleurs qui les utilisent.

Le 13 janvier 2021, 12 migrants pakistanais ont été enlevés par des combattants tchadiens Zaghawa alors qu'ils se rendaient en Libye depuis le Nigeria en passant par le Niger.<sup>82</sup> Il s'agissait du premier enlèvement signalé par des combattants tchadiens depuis plus de deux ans de surveillance par la GI-TOC des schémas de migration et de trafic de personnes dans le pays et démontre la capacité des combattants tchadiens à intervenir dans des zones relativement éloignées de la région du Tibesti et du sud de la Libye. Les combattants tchadiens ont tendu une embuscade au véhicule transportant les migrants près de l'Arbre du Ténéré, à 240 kilomètres à l'est d'Agadez, sur une route reculée empruntée par les passeurs opérant entre le Nigeria et la Libye en passant par le Niger.

Le passeur et deux migrants ont été tués tandis que les 10 migrants restants ont été pris en otage par le groupe armé, qui a ensuite contacté le *coxeur* (le rabatteur) de migrants à Agadez demandant une rançon de 10 millions de FCFA (15 245 €) par migrant pour leur libération.

Les coupeurs de route ont finalement abandonné les 10 migrants restants, qui ont été retrouvés au Tchad le 13 avril par l'ANT, laissés seuls dans la montagne déserte Emir Goukouni à la frontière tchado-nigérienne.<sup>83</sup> Cet épisode met en évidence la portée géographique des combattants tchadiens, opérant à 860 kilomètres du territoire nigérien, et n'est qu'un exemple de la façon dont les groupes peuvent devenir de plus en plus opportunistes dans la diversification de leurs sources de revenus criminels.

L'activité économique illicite devrait croître sur la base de la tendance observée au cours des 18 derniers mois. D'une part, les combattants tchadiens sont plus susceptibles de s'impliquer directement ou indirectement dans des opportunités de contrebande et de trafic et, d'autre part, ils sont également en position de perturber de plus en plus les activités d'autres acteurs illicites opérant dans la région par le biais d'attaques agressives.

L'absence constante de présence étatique dans la zone des trois frontières Niger-Tchad-Libye encourage encore plus cette dynamique.

La capacité des groupes armés tchadiens à tirer des revenus des activités mercenaires et des marchés illicites, et à les réinvestir dans des armes et des véhicules, leur a permis de rebondir après les défaites et les tentatives de démantèlement. Cela leur a permis de s'ancrer dans l'économie politique de la zone des trois frontières Niger-Tchad-Libye, contribuant à la croissance des marchés illicites et constituant une menace pour la stabilité et la capacité de gouvernance à moyen et long terme. Compte tenu de l'interdépendance économique et socio-politique de la région, l'enracinement des groupes armés tchadiens dans cette zone a des conséquences bien au-delà, affectant plus largement le développement du Sahel central.

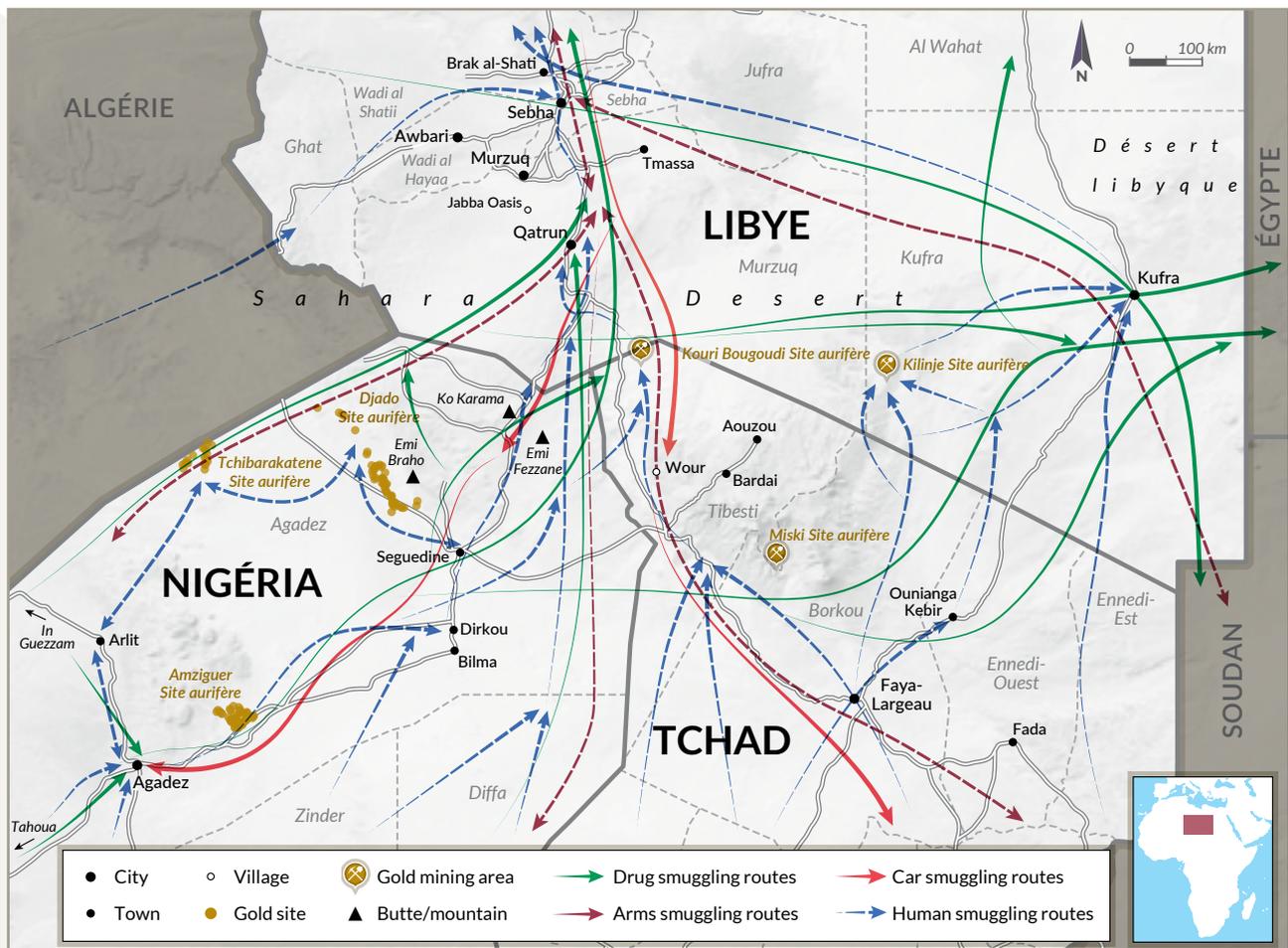


FIGURE 4 Mouvements des activités de contrebande et du trafic dans le triangle Tchad-Niger-Libye, août 2021.

## L'exploitation aurifère illégale

Le mode de vie des rebelles, notamment, leur accès évident à de l'argent facile, des véhicules et des armes, associé au travail de mercenaires en Libye, semble être un facteur majeur de la migration et la stimulation du recrutement dans les groupes armés tchadiens depuis 2013.<sup>84</sup> Sur les réseaux sociaux, des photos de véhicules et de maisons modernes dans les plus grandes villes du sud de la Libye ont stimulé l'émigration de jeunes du Tchad.<sup>85</sup> Ceci, en retour, a contribué au développement des économies liées au trafic de personnes entre le Tchad et la Libye. Par ailleurs, en 2012, la découverte d'or dans le nord-ouest du pays sur les sites aurifères de Miski et Kouri Bougoudi, ainsi que l'augmentation du prix de l'or, ont contribué à stimuler une nouvelle migration depuis l'ensemble du Tchad vers la région.<sup>86</sup>

De nombreux jeunes tchadiens ont vendu leurs biens ou demandé l'aide d'amis et de leur famille pour financer leur voyage vers le nord et investir dans du matériel d'extraction d'or. Une proportion importante d'entre eux n'ont pas réussi à rentabiliser leur investissement, étant donné l'imprévisibilité des rendements aurifères. Cela les a encore plus motivés à trouver des opportunités économiques alternatives.

Plusieurs groupes armés rebelles tchadiens, tels que le FACT et le CCMSR, ont profité de cette opportunité pour générer des fonds auprès des orpailleurs, et recruter des combattants parmi ceux qui avaient échoué et étaient déçus. Les deux groupes ont adopté un système de *lajna* (« comité » en arabe), généralement des groupes de 12 hommes chargés de collecter des fonds provenant des activités d'exploitation aurifère illégales et de recruter de nouveaux combattants sur les sites aurifères. Le comité est généralement composé de civils qui sont en principe plus instruits et d'un rang élevé, relevant généralement directement des commandants sur le terrain.<sup>87</sup>

Les membres du *Lajna* se rendent sur des champs aurifères spécifiques toutes les deux semaines ou tous les mois pour collecter les contributions des principaux propriétaires de sites aurifères et hommes d'affaires qui parrainent la rébellion. Ces contributions sont enregistrées par le *Lajna* pour inciter les dons, car les donateurs espèrent se voir octroyer des contrats avantageux si le groupe obtenait le pouvoir politique à N'Djamena.<sup>88</sup>



Photo de gauche et ci-dessus, le site aurifère de Kouri Bougoudi, janvier 2021. Photo: GI-TOC



Une tente servant d'hôpital à Kouri Bougoudi.

Photo: GI-TOC

Les membres du comité *Lajna* sont également chargés de recruter des jeunes hommes sur les champs aurifères pour rejoindre la rébellion. Les membres du comité se rendent généralement séparément sur les sites aurifères du Sahel et du Sahara ayant une présence tchadienne, y compris jusqu'à Tchibarakaten et au Djado au Niger. Pendant leur voyage, ils sont généralement accompagnés d'un jeune « officier » tchadien du groupe rebelle concerné, habillé en civil, qui fait office d'ambassadeur et répond aux questions des recrues potentielles.

Ces déplacements sont généralement renseignés par des contacts sur les sites aurifères, ils peuvent être des propriétaires de sites ou de magasins, qui recherchent des recrues potentielles et évaluent l'intérêt local. Lorsque suffisamment de recrues sont intéressées, le membre du *Lajna* se rend sur le site aurifère et mène des entretiens informels avec les recrues potentielles. Ils transportent ensuite gratuitement les membres inscrits (généralement 5 à 10 jeunes hommes) dans le sud de la Libye (le plus souvent à Sebha ou Jufra), où les recrues suivent une formation de base qui dure en principe entre 45 jours et trois mois.<sup>89</sup> Un ex-rebelle de l'Armée de libération du Soudan du Darfour, qui est actuellement propriétaire d'un restaurant à Tina, a expliqué comment, selon lui, l'orpaillage permettait de garder l'insécurité sous contrôle dans la région :

Je me suis toujours demandé ce qui serait arrivé s'il n'y avait pas eu de découverte d'or. Je pense que sans le développement des mines dans l'ensemble du Sahara, il n'y aurait aucune activité qui pourrait maintenir les rebelles sous contrôle. Aujourd'hui [la plupart] des rebelles tirent leurs revenus de l'or, directement ou indirectement, soit par le transport des orpailleurs ou par la vente des produits dans la zone aurifère, tout comme moi. Si l'exploitation aurifère n'existait pas, je pense que beaucoup seraient devenus des coupeurs de route. Cela ne veut pas dire qu'actuellement les coupeurs de route n'existent pas. Certains rebelles sont devenus des coupeurs de route, des trafiquants de drogue, d'armes, de véhicules, de carburant, des transporteurs de migrants, etc. Parmi les rebelles, certains sont aussi devenus des migrants.<sup>90</sup>

Au lieu de réduire les sources de revenus des rebelles, le gouvernement tchadien s'est concentré sur la lutte contre l'exploitation aurifère illicite. Paradoxalement, cela a renforcé le recrutement dans les groupes armés, car les orpailleurs insatisfaits ont dû chercher d'autres opportunités. Malgré des mesures de répression répétées sur les sites aurifères de Kouri Bougoudi et Miski, l'ANT n'a pas progressé en ce qui concerne leur sécurisation et leur contrôle.<sup>91</sup>

## Témoignages d'anciens orpailleurs devenus rebelles

« J'ai quitté N'Djamena en 2016, en empruntant de l'argent à mon oncle pour faire le voyage et acheter un détecteur de métaux [...]. [Je suis parti] pour aider mes parents financièrement et rembourser mes dettes. J'ai travaillé pendant deux ans sur plusieurs sites aurifères à Kouri Bougoudi et j'ai parfois trouvé quelques grammes d'or, juste de quoi survivre, rien de plus. Quand j'étais [là-bas] je me suis fait des amis qui avaient des boutiques sur les marchés, je leur ai raconté mes problèmes et je leur ai dit que j'avais envie de rejoindre des groupes en Libye, sans vraiment savoir de quoi il s'agissait. Ils m'ont mis en contact avec deux jeunes libyens qui avaient des relations avec des groupes armés. Ils m'ont emmené gratuitement en Libye [...] et je suis resté quelques jours chez eux à Sebha avant de rejoindre un groupe. Nous restions dans une vieille maison abandonnée près de l'aéroport militaire de Sebha. J'étais avec d'autres jeunes comme moi, et on nous a appris à manier les armes et à tirer. [...] Ensuite, nous avons rejoint différents commandements pour participer à des combats internes, sans savoir pourquoi nous nous battions, et quand nous sommes revenus, nous avons reçu de l'argent et avons pu avoir du temps libre sous surveillance. Au bout d'un certain temps [...] j'ai été déplacé d'un groupe à un autre, comme les autres. Certains se sont retrouvés dans d'autres villes de Libye avec les Arabes, et d'autres, comme moi, combattaient dans le cadre de la rébellion. J'étais d'abord avec le FACT puis avec le CCMSR avant d'avoir la possibilité de m'enfuir en février 2020. [...] Je suis à Mourzouq, à présent, je suis comptable dans une station-service. »

**Un ancien rebelle gorane tchadien du FACT et du CCMSR**

« Depuis 2016, je travaille à Kouri Bougoudi, dans les mines d'or. Je n'étais pas un simple travailleur, car j'avais une voiture, un détecteur de métaux et quelques personnes qui travaillaient pour moi. [...] Le gouvernement tchadien ne nous laisse pas travailler comme nous voulons. Il nous rend la vie difficile. Dans le but de tenter de se débarrasser des orpailleurs, ils saisissent régulièrement les détecteurs de métaux et les véhicules. C'est ainsi que j'ai été victime des mesures du gouvernement en 2018. Lors d'une visite à Tina, les soldats ont saisi ma voiture et mon [détecteur]. Ils ont pris tout ce que j'avais accumulé depuis des années, sous prétexte que l'orpaillage est interdit, et il ne me reste rien. J'ai donc décidé de rejoindre la rébellion contre le gouvernement tchadien. »

**Un rebelle zaghawa tchadien de l'UFR et ancien orpailleur**



Les combattants tchadiens sont directement impliqués dans le trafic de migrants au Sahara central. © Torsten Pursche via Shutterstock

## Trafic et traite des êtres humains

Les groupes armés tchadiens se sont engagés dans l'économie du trafic d'êtres humains dans la région du Sahel et du Sahara de deux manières principales : La première, en participant au transport systématique de nouveaux combattants vers le sud de la Libye en les encourageant à rejoindre des groupes et en diffusant le message que de nouvelles recrues sont nécessaires. La deuxième, en tant que combattants tchadiens actuels et anciens, en devenant chauffeurs de camions transportant des migrants et en tant qu'intermédiaires pour le trafic des migrants. Les combattants tchadiens sont particulièrement bien placés pour ces fonctions, car les missions sont très dangereuses compte tenu du caractère agressif de certains groupes armés de la région.

Bien qu'il soit difficile de donner des chiffres, les personnes interrogées indiquent qu'il y a de plus en

plus d'anciens combattants tchadiens impliqués dans l'économie du trafic d'êtres humains à la fois dans le nord et dans l'est du Tchad depuis 2020.<sup>92</sup> Et surtout, l'activité n'a pas été affectée par les restrictions de déplacement liées à la COVID-19.<sup>93</sup>

Bien développées dans le Sahara central, les activités de trafic et traite des êtres humains offrent l'une des sources de revenus les plus viables pour les combattants à la recherche de sources de revenus alternatives, que les combattants tchadiens peuvent facilement exploiter, étant donné leur accès aux véhicules et aux armes obtenus en tant que mercenaires en Libye. Compte tenu de leur accès facile aux armes et de leurs expériences en période de guerre, il existe un risque que l'afflux de combattants tchadiens entraîne une violence croissante.

Dans la plupart des cas, les migrants qui engagent les services de passeurs sont amenés à leur destination et peuvent travailler sur des sites aurifères où ils sont payés pour l'or qu'ils produisent. Une fois qu'ils ont gagné suffisamment d'argent, ils poursuivent leur voyage vers la Libye ou retournent dans leurs communautés.<sup>94</sup> Le coût du voyage d'Abéché à la Libye ou à Kouri Bougoudi varie généralement entre 75 000 FCFA et 150 000 FCFA (114 à 230 €), mais peut augmenter en période de répression gouvernementale.<sup>95</sup> Le paiement doit être effectué en totalité au début du voyage, ou la moitié au départ et l'autre moitié à l'arrivée.

Cependant, si les migrants décident de voyager à crédit, leur dette est achetée par un propriétaire de site aurifère qui paie ensuite le passeur pour le voyage. Cette dette peut aller de 2 millions à 5 millions de FCFA (3 050 € à 7 620 €).<sup>96</sup> Les migrants qui voyagent sur « garantie », que ce soit par le biais d'amis ou de membres de la famille qui vivent sur le site aurifère, ont moins de chances d'être exploités après avoir remboursé leur dette grâce à des travaux miniers. Les groupes zaghawa, toubou et gorane sont plus susceptibles d'avoir des connaissances sur les mines, ce qui rend les mineurs de ces communautés moins victimes d'exploitation. Cependant, les communautés moins présentes sur les sites aurifères, comme les Africains de l'Est, notamment d'Éthiopie ou d'Érythrée, et les Tchadiens des communautés Tama, Mimi, Hadjaray ou Nouba soudanaises sont particulièrement vulnérables.<sup>97</sup>



Migrants en transit au nord du Tchad. Photo: Réseaux sociaux

Les limites entre le trafic et la traite des êtres humains dans le secteur de l'exploitation aurifère du Tibesti sont floues, comme l'explique un passeur de migrants zaghawa tchadien sur l'axe Tiné-Kouri Bougoudi qui a été membre de trois groupes rebelles différents :

Il existe des transporteurs qui sont des excrocs et vendent les migrants à des Libyens ou à des propriétaires de puits dans les mines d'or, obligeant les migrants à travailler contre leur gré. Mais les termes « vendre », « acheter » ou « esclave » ne sont pas utilisés. Nous disons « employés d'un tel », ou « travailleurs pour », etc. [...] Au début, le migrant accepte, car il n'a pas l'argent pour financer son voyage. Le passeur lui dit qu'il a un frère dans la mine d'or d'un tel ou d'un tel ou en Libye, et lui propose de l'y amener gratuitement et de travailler avec son frère. Le migrant accepte, est vendu au frère, et

[commence à travailler pour gagner le plus d'argent possible]. Mais après quelque temps, lorsqu'il pense qu'il a suffisamment travaillé, il demande à son employeur s'il peut recevoir son salaire pour poursuivre son voyage. [L'employeur] répond que son travail ne couvre même pas la nourriture et l'eau qu'il consomme, car il est responsable de prendre en charge les besoins essentiels du migrant. Le migrant continue donc à travailler pour payer ses besoins essentiels, il ne peut donc pas partir, car il a une dette envers son employeur qui, en fait, devient son propriétaire. Même s'il lui permet de partir, il ne peut aller nulle part sans argent et sans une personne pour le protéger. Il risque même d'être capturé par d'autres qui le revendront.<sup>98</sup>

Au-delà des risques liés à l'exploitation à leur arrivée sur le site aurifère, les migrants qui voyagent sur les routes en direction de la Libye encourent des risques considérables sur le trajet, en raison des pannes potentielles de véhicules et des attaques des coupeurs de route et des trafiquants. Bien que les trafiquants aient tendance à se déplacer d'ouest en est, et les passeurs de migrants du sud au nord,<sup>99</sup> les itinéraires peuvent se croiser, en particulier lorsque les passeurs de migrants décident d'emprunter des voies plus écartées, utilisées par les trafiquants de drogue, pour éviter les forces de sécurité.<sup>100</sup> Même si certains passeurs de migrants peuvent devenir des trafiquants de drogue, les deux groupes ne se font généralement pas confiance, et peuvent même être armés pour assurer leur sécurité, comme un passeur de migrants et ex-rebelle zaghawa tchadien expliquait :

Tous les passeurs ont des armes. Parfois, nous enterrons nos armes et prenons les données GPS à l'approche d'un point de contrôle, puis nous le contournerons pour récupérer nos armes. Même si une patrouille [des forces de sécurité] nous surprend, nous avons le temps de cacher nos armes. [...] Pendant que le chauffeur discute avec eux, essayant de perdre du temps, les [passagers] font semblant [d'aller uriner] et en même temps cachent les armes. Généralement, il y a toujours un aide-chauffeur [apprenti] qui s'occupe de cela.<sup>101</sup>



Un nomade toubou dans les plaines sableuses d'Ehi Atroun, au Tchad. © Franz Aberham

### Escorte, interception et trafic de drogue

L'une des économies criminelles les plus lucratives dans laquelle les combattants tchadiens ont été impliqués est le trafic de drogue, principalement de résine de cannabis et, dans une moindre mesure, de cocaïne. Bien qu'une baisse de l'utilisation des routes transsahariennes du Mali à la Libye par le nord du Niger par les trafiquants de drogue ait été observée entre 2015 et 2020, les acteurs impliqués dans le trafic ont signalé une certaine résurgence depuis le premier trimestre 2020.<sup>102</sup> Ils l'attribuent à la diminution de l'utilisation des routes sahéniennes en raison des restrictions de déplacement liées à la COVID-19, qui auraient rendu la zone plus sûre pour les trafiquants.<sup>103</sup> Si moins de passeurs de migrants opèrent, le risque d'être repéré, et intercepté, diminuerait. Par ailleurs, le retrait en juillet 2019 de la base avancée française de Madama dans le cadre de l'opération Barkhane aurait également facilité le trafic de drogue via le corridor Niger-Libye, en particulier autour du col de Salvador (à une journée de route du site aurifère de Kouri Bougoudi) et des routes contournant le passage de Toummo (à environ une demi-journée de route du site aurifère).<sup>104</sup> Les troupes françaises avaient été affectées à Madama depuis fin 2014, et bien que leur principal objectif visait à combattre les réseaux djihadistes, elles avaient également ciblé des convois d'armes et de drogue,

la priorité étant donnée à ceux qui étaient soupçonnés d'avoir des liens avec des djihadistes.<sup>105</sup>

Bien que les combattants tchadiens soient en mesure de transporter eux-mêmes la drogue, l'escorte des trafiquants dans le nord du Niger, le nord du Tchad et le sud de la Libye peut rapporter aux combattants jusqu'à environ 5 000 € par voyage, et un détournement peut rapporter jusqu'à six fois plus grâce à la vente des marchandises saisies.<sup>106</sup> Les trafiquants achètent généralement de nouveaux véhicules pour les trajets afin de réduire les risques de panne et à suivre des itinéraires peu fréquentés pour éviter les altercations avec d'autres convois.<sup>107</sup>

L'emplacement des bases des combattants tchadiens dans le désert au sud de Murzuq et à proximité du site aurifère de Kouri Bougoudi les a rendues idéales pour s'attaquer aux convois de drogue de valeur importante lors de la traversée du col de Salvador et à l'est du passage de Toummo. Les combattants tchadiens quittent généralement leur base pendant des semaines pour suivre les trafiquants de drogue ou surveiller un endroit donné après avoir reçu des renseignements. Un combattant zaghawa tchadien, ancien rebelle et actuel trafiquant de drogue et coupeur de route, décrivait les méthodes généralement utilisées pour intercepter les convois de drogue de valeur importante :

Des complices sont présents dans le convoi et donnent des informations aux *coupeurs de route* [malfaisants]. Vous ne pouvez pas simplement attendre dans le désert en espérant rencontrer le convoi [de drogue]. [Ils] changent d'itinéraire presque à chaque voyage. Un informateur est nécessaire, soit avec eux, soit avec ceux qui collaborent avec eux, comme les personnes qui leur vendent du carburant. [...] Ceux qui travaillent à l'aveugle sont des amateurs et ils ont peu de chance de croiser les trafiquants. Même s'ils trouvent les trafiquants, il leur est très difficile récupérer leurs marchandises, car ils ne se sont pas correctement préparés et les trafiquants sont aussi des professionnels.<sup>108</sup>

Un exemple de ce style s'est produit en juin 2020, lorsqu'au moins 13 combattants zaghawa tchadiens se déplaçant dans un convoi de six véhicules seraient morts après avoir été attaqués par des « coupeurs de route » toubou libyens armés près du col de Salvador.<sup>109</sup> Cet exemple démontre les changements cycliques dans les rôles adoptés par les jeunes tchadiens, la plupart des combattants s'étaient rendus en Libye en décembre 2019 pour combattre en tant que mercenaires dans

des groupes affiliés à l'ANL, avant de retourner à Kouri Bougoudi en avril 2020 où ils ont commencé des activités d'orpillage. Ils ont utilisé les sites aurifères comme base pour se livrer à des activités de trafic de drogue.

Un autre exemple récent s'est produit le 6 novembre 2021, lorsque deux groupes de trafiquants de drogue se sont affrontés autour du col du Salvador. Des trafiquants gorane anakaza tchadiens basés à Qatrun transportaient de la résine de cannabis qu'ils avaient récupéré à Amelul avant d'être attaqués par des trafiquants zaghawa tchadiens au niveau du col du Salvador. Les trafiquants gorane auraient repoussé l'attaque, perdant quatre hommes, tandis que leurs opposants en auraient perdu au moins une douzaine.<sup>110</sup>

L'UFR aurait également été impliquée dans le trafic de drogue et dans l'attaque de trafiquants de drogue dans la région de Koufra. Début 2015, l'UFR a vendu de la drogue provenant d'un convoi que le groupe avait détourné d'une valeur de 11 millions de dollars américains qui lui a permis d'acheter 15 véhicules armés en Libye et au Soudan.<sup>111</sup>

### Trafic illicite de véhicules

Les rebelles et anciens rebelles tchadiens jouent un rôle central dans le transport de véhicules volés vers les marchés de Kouri Bougoudi et de l'est du Tchad. Un trafiquant zaghawa tchadien qui vend des voitures libyennes dans l'est du Tchad interrogé en juillet 2021 expliquait qu'après avoir embauché des chauffeurs toubou pour faire passer ses véhicules aux points de contrôle gardés par des milices toubou entre Murzuq, dans le sud de la Libye, et Kouri Bougoudi, il a engagé des chauffeurs zaghawa, notamment d'anciens combattants tchadiens, pour effectuer le reste du voyage de Kouri Bougoudi à l'est du Tchad. Et ajoutait : « [Les anciens combattants tchadiens] ne sont pas difficiles à trouver dans la région, car les mouvements rebelles s'effondrent et le gouvernement tchadien ne paie pas les militaires comme il le devrait, entraînant la défection d'un certain nombre d'entre eux qui se lancent dans d'autres activités plus lucratives. »<sup>112</sup>



Des voitures de contrebande à vendre près de Kouri Bougoudi, 2021. Le visage du rebelle a été flouté pour garder son anonymat. Photo: GI-TOC

Le trafic illicite de voitures implique la violence, et les combattants et anciens combattants tchadiens sont de parfaits candidats pour cette activité. Un autre trafiquant de voitures zaghawa a confirmé que de nombreux trafiquants et chauffeurs sur les routes entre Kouri Bougoudi et la Libye étaient des ex-rebelles toubou ou gorane :

Pour [le trafic illicite de voitures], il faut être armé et savoir se défendre en cas d'attaque, car la route entre la Libye et Kouri Bougoudi est très dangereuse. Les rebelles ou anciens rebelles sont les mieux placés pour avoir accès à des armes et savoir se défendre. [...] Dans ce métier, il faut toujours être prudent, car on peut vendre une voiture et ensuite se la faire voler par la force. [...] Une fois, nous étions trois vendeurs de voitures, et à nous trois, nous avions 10 voitures et nous avons été pris en embuscade. Nous pensons que l'embuscade a été organisée par l'un des clients qui nous a vendu les voitures. Heureusement, nous étions préparés et nous avons pu repousser l'attaque.<sup>113</sup>

Le prix des véhicules de contrebande à Kouri Bougoudi dépendrait plus du danger associé au véhicule que de sa marque.<sup>114</sup> Les vendeurs classent les véhicules comme légalement achetés ou volés, *kiri* en langue Zaghawa. La plupart des véhicules à Kouri Bougoudi ont tendance à être *kiri* (volés) et leur prix est fixé en fonction de plusieurs critères. Premièrement, la distance du lieu du vol (plus les distances sont éloignées plus le prix est élevé). Deuxièmement, le temps écoulé depuis le vol (plus le laps de temps est important plus les prix sont élevés). Les véhicules « froids » ont été volés il y a longtemps, tandis que les véhicules « chauds » proviennent d'un vol plus récent. Enfin, les mêmes qualificatifs sont utilisés pour décrire le profil du propriétaire du véhicule volé. Les véhicules volés à des propriétaires toubou et zaghawa sont considérés comme « chauds », tandis que ceux qui appartenaient à un propriétaire tama sont « froids ». Les véhicules de personnes arrivant sur le site aurifère sont « froids », tandis que ceux appartenant à un trafiquant connu seraient « très chauds ». Les véhicules volés pour lesquels le propriétaire a été tué ont tendance à être plus chers, car le risque de représailles est plus faible.

De nombreux trafiquants de voitures utilisent ces véhicules pour transporter d'autres produits de contrebande, en particulier des armes légères et de petit calibre (pistolets, armes de type Kalachnikov et munitions) depuis la Libye vers le Tchad et le Darfour.<sup>115</sup> Au retour du Darfour vers la Libye, les mitrailleuses lourdes telles que la DShK (souvent appelée Dushka ou Doska) ont tendance à être vendues clandestinement.<sup>116</sup> Le transport de ces marchandises est très dangereux si elles sont prises par les forces de sécurité tchadiennes lors du transport par le nord du Tchad, c'est pourquoi les ex-combattants tchadiens conviennent parfaitement et sont des acteurs clés de ce commerce.

*Les rebelles tchadiens jouent un rôle central dans le transport de véhicules volés vers les marchés de Kouri Bougoudi et de l'est du Tchad.*

## L'engagement dans le conflit sahélien

Bien que les combattants tchadiens aient été des acteurs majeurs en tant que mercenaires pendant la guerre en Libye, ils étaient avant tout remplaçables, ce qui explique aussi pourquoi ils étaient si attrayants en tant que force mercenaire.<sup>117</sup> Dans les villes du sud de la Libye, les combattants tchadiens (qui ont pour la plupart la peau foncée et sont reconnus comme des étrangers) sont tous perçus de la même façon par les locaux, le plus souvent sous l'étiquette de « coupeurs de route », qu'ils fassent ou non partie de groupes à motivation politique. La chasse aux coupeurs de route armés a été un moyen pour les milices libyennes d'asseoir leur légitimité auprès des populations libyennes locales en assumant des rôles de « police » et de sécurisation des zones. La suppression de la force serait donc une victoire politique rapide à la fois pour le GNA et l'ANL, en quête de légitimité et de contrôle dans le sud de la Libye.

La brigade Khalid Bin Walid à dominance Toubou et Arabes a pris de l'importance en octobre 2018, car les habitants d'Oumm al-Aranib qui était devenue l'un des épicentres de la criminalité dans le sud de la Libye post-Kadhafi, ne supportaient plus l'insécurité causée par les combattants tchadiens et soudanais dans leur ville. La brigade, aux côtés d'autres milices à dominance Toubou, s'est engagée dans une chasse aux groupes armés « étrangers » « criminels » qui s'étaient temporairement enfuis vers le Tchad et le Niger voisins.<sup>118</sup> Un autre exemple de manifestation du sentiment anti-tchadien s'est produit en janvier 2019, lorsque le bureau du procureur général libyen a émis un mandat d'arrêt contre 22 Tchadiens, citant leur implication dans des vols, des enlèvements et des meurtres en 2018 visant des Libyens dans le sud. De nombreux noms de la liste étaient des chefs rebelles tchadiens.<sup>119</sup>



La région du Tibesti, au Tchad. La pression croissante en Libye a incité des incursions dans le pays par des groupes armés tchadiens. © Franz Aberham

### Regard tourné vers N'Djamena : Risques d'incursion

La réalisation que la Libye ne sera pas un refuge sûr à long terme a déclenché des incursions au Tchad par des groupes armés tchadiens, à la fois pour des raisons politiques mais aussi en raison de la pression croissante en Libye. Deux incursions au Tchad, en février 2019 par l'UFR et en avril 2021 par le FACT, illustrent cette dynamique.

L'incursion de février 2019 par l'UFR aurait été en partie motivée par la crainte que les rebelles aient à combattre l'ANL de Haftar, qui étendait sa présence dans le sud de la Libye.<sup>120</sup> Timane Erdimi, le chef de l'UFR, a expliqué pourquoi les forces de l'UFR ont mené l'incursion :

Haftar est l'allié de Déby ; s'il décide d'anéantir le sud, il se débarrassera aussi de nous. Nous ne pouvons pas nous permettre de combattre Déby au Tchad et Haftar en Libye, nous devons donc nous concentrer sur Déby. [...] La logique d'une rébellion consiste à intervenir. Un mouvement ne doit pas rester confiné à [la guerre contre un autre pays] [...] ou un territoire, pour recevoir plus de matériel ; nous avons assez de matériel.<sup>121</sup>

L'incursion a finalement été stoppée par des bombardements aériens français entre le 3 et le 6 février 2019. Environ la moitié du convoi rebelle aurait été tué lors de ces bombardements, selon un communiqué publié par le ministère français des Armées.<sup>122</sup> La Direction générale des services de sécurité des institutions de l'État, la garde prétorienne de Déby, ont alors été envoyées pour encercler sur le terrain les combattants rebelles dont certains se sont rendus le 5 février.<sup>123</sup> D'autres, qui s'étaient abrités des bombardements dans une grotte, se sont rendus quelques jours plus tard. Le gouvernement tchadien a déclaré avoir capturé 250 rebelles, mais il est plus probable que le nombre exact était de 170.<sup>124</sup> Cela représentait des dommages importants pour l'UFR, qui, avant l'incursion, comptait environ 200 à 500 combattants, soutenus par environ 70 véhicules.<sup>125</sup>

Lors de l'incursion en avril 2021, au moins 1 000 combattants du FACT basés dans le sud de la Libye sont entrés au Tchad par le col de Kourzo, il s'agissait de leur première incursion dans le pays depuis la création du groupe en 2016.<sup>126</sup> L'offensive avait été programmée pour coïncider avec les élections présidentielles, à la suite desquelles Déby fut réélu pour un sixième mandat avec 80 % des voix, une catastrophe avant l'ouverture

des bureaux de vote.<sup>127</sup> Cependant, le contexte politique en Libye et la réalisation de plus en plus évidente que la Libye d'après-guerre cesserait d'être un refuge sûr pour les groupes tchadiens ont probablement été des facteurs majeurs de la décision de mener une incursion en territoire tchadien.<sup>128</sup> Il s'agissait du défi le plus sérieux lancé par les rebelles au gouvernement tchadien depuis février 2008 et qui a indirectement conduit à la mort de Déby sur le terrain, bien que la véritable cause de son décès reste contestée.<sup>129</sup> Les rebelles ont été repoussés par l'ANT au Kanem et se sont retirés dans le sud de la Libye une semaine plus tard.<sup>130</sup>

Ces deux incursions suggèrent que la présence croissante d'une force gouvernementale dans le sud de la Libye pourrait se traduire par de plus en plus d'incursions transfrontalières par les groupes armés tchadiens. La forte nature politique de certains groupes armés tchadiens pourrait déclencher des tentatives de prise de pouvoir ou d'attaque de cibles gouvernementales au Tchad.

Depuis juin 2021, l'ANL déploie des forces de sécurité supplémentaires dans le Fezzan et mènent un nombre inhabituellement élevé d'opérations de sécurité, notamment contre les coupeurs de route armés.<sup>131</sup> Le 14 septembre 2021, des frappes aériennes revendiquées par l'ANL ont touché la base des FACT à Tarbou (55 kilomètres à l'est d'Oumm al-Aranib), appelée Jabba.<sup>132</sup> Au moins cinq commandants des FACT ont été tués au cours de l'attaque. Les forces terrestres des combattants zaghawa tchadiens et soudanais auraient également attaqué la base à la suite des frappes aériennes.<sup>133</sup>



▲ Véhicules de l'UFR, photo non datée. Photo: Réseaux sociaux

◀ Des membres de l'armée tchadienne lors d'une opération contre des rebelles à Ziguey, au Tchad, en avril 2021.

© Abdoulaye Adoum Mahamat / Anadolu Agency via Getty Images

Face à la pression croissante de la Libye, les combattants tchadiens pourraient être contraints de chercher de nouvelles bases ailleurs, dans le nord du Niger et du Tchad, que les gouvernements tchadien et nigérien ont eu du mal à contrôler dans le passé. Le terrain difficile de la région nord-ouest du Tibesti en particulier, et son positionnement à un carrefour des principaux itinéraires des trafiquants qui passent par le Sahel, pourraient rendre la région attrayante pour les groupes rebelles dans le but d'y installer une base. Cela risquerait de transformer la région en zone grise permanente hors du contrôle de l'État, qui pourrait servir de plate-forme de projection pour les groupes armés qui y opèrent.

L'absence de contrôle de la région de Miski depuis 2018 par l'armée tchadienne, qui serait la zone aurifère la plus riche du Tibesti, est un bon indicateur de la difficulté de chasser les combattants tchadiens du Tibesti.<sup>134</sup> Un « comité d'autodéfense » à Miski composé d'anciens combattants rebelles a résisté aux attaques terrestres et aériennes tchadiennes pendant près de deux ans, alors qu'ils s'opposaient à l'extraction industrielle d'or dirigée par le gouvernement dans leur région. Le groupe rebelle du MDJT a également fait du Tibesti son bastion à la fin des années 1990 et au début des années 2000.<sup>135</sup> Ainsi, le rôle d'épicentre de la criminalité et de l'instabilité de la région du Tibesti semble de plus en plus marqué si les rebelles devaient déplacer leurs bases dans cette zone. Comme ce fut le cas au Mali, où le conflit s'est propagé au niveau régional depuis le nord du pays, une instabilité régionale localisée peut conduire à la déstabilisation de tout un État et d'une région.<sup>136</sup>

## Renforcement des interventions armées locales

La propagation de l'insécurité dans la région du Tibesti vers les routes de migration clandestines actives dans le nord du Niger signifie que les passeurs risquent de s'armer pour faire face aux nouvelles difficultés auxquels ils sont confrontés. Cela augmente la probabilité d'une course aux armements dans le Sahara central, étant donné l'absence de sécurité découlant du manque de contrôle de la région par les forces de sécurité nigériennes et tchadiennes.

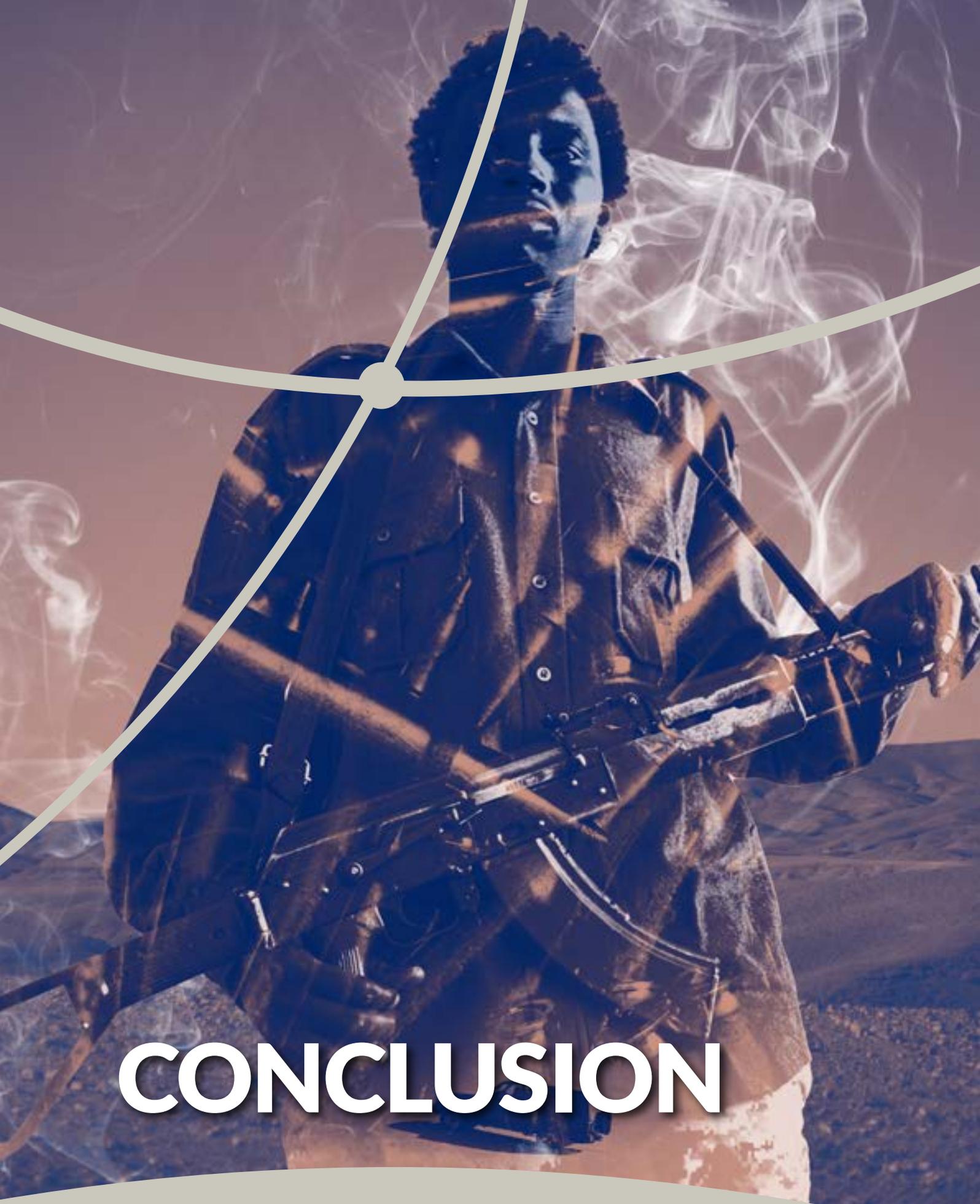
L'armée nigérienne s'est montrée réticente à patrouiller au-delà des points de contrôle établis ou à poursuivre des groupes de coupeurs de route zaghawa tchadiens à la suite d'attaques contre des passeurs toubou. L'armée est limitée en raison de véhicules, d'équipements défectueux et du manque de personnel, certains officiers se plaignant

que les combattants tchadiens avaient de meilleurs équipements et davantage d'expérience du combat que les soldats nigériens détachés dans la région.<sup>137</sup> Par exemple, en avril 2021, deux passeurs toubou qui se déplaçaient entre Agadez et la Libye ont été abattus par des coupeurs de route zaghawa lors d'une tentative présumée de vol de véhicule.<sup>138</sup> Des hommes armés toubou cherchant à poursuivre les auteurs ont demandé le soutien de l'armée nigérienne, ce qui leur a été refusé. Ils ont donc procédé à la formation d'un convoi de dix véhicules pour les retrouver sans aucun soutien de l'État.

Comme l'a démontré cet incident, l'absence de sécurité créée par la réticence de l'armée nigérienne à affronter la menace croissante des groupes tchadiens a encouragé les milices locales à se mobiliser en tant que groupes d'autodéfense. En juillet 2021, en réponse à l'insécurité croissante dans la région,<sup>139</sup> un groupe d'hommes armés toubou nigériens, tchadiens et libyens a annoncé qu'ils se mobiliseraient pour protéger les voyageurs traversant les régions désertiques du Niger, du Tchad et de la Libye.<sup>140</sup> Ils ont déclaré avoir observé pendant un certain temps des attaques répétées contre les Toubou qui se déplaçaient dans la zone des trois frontières et ont accusé l'ANT à la dominance Zaghawa et les forces de sécurité nigériennes de ne pas assurer la sécurité des résidents se déplaçant dans la région, les accusant d'être complices des coupeurs de route.

De nombreuses attaques des coupeurs de route tchadiens contre des convois de contrebande dans le nord du Niger et du Tchad ont eu lieu selon des critères ethniques, comme le montrent d'autres pratiques basées sur des divisions ethniques par les groupes tchadiens. Un ancien rebelle zaghawa du groupe rebelle CCMSR à la dominance Kreda Gorane a déclaré que les combattants du CCMSR effectuaient régulièrement des raids sur les sites aurifères de Kouri Bougoudi pour voler des véhicules appartenant aux orpailleurs.<sup>141</sup> Au cours de tels incidents, ils s'assuraient d'abord que le propriétaire du véhicule n'était pas de leur propre ethnie Gorane, et généralement auraient préféré voler ceux des orpailleurs zaghawa.<sup>142</sup> Ces incidents déclenchent régulièrement des représailles de nature ethnique sur les sites aurifères de Kouri Bougoudi.<sup>143</sup>

Comme les groupes armés tchadiens sont de plus en plus impliqués dans les économies criminelles de la région, cette tendance à de telles tactiques risque de déclencher des conflits ethniques, d'entraîner la violence à plus grande échelle et des attaques de représailles, comme cela a déjà été vu sur les sites aurifères chevauchant la frontière du Tchad et de la Libye.<sup>144</sup>



# CONCLUSION



**D**epuis l'accord de cessez-le-feu d'octobre 2020 en Libye, les combattants tchadiens se sont encore plus rabattus sur les économies illicites au Sahara central, ce qui a pour conséquences évidentes la détérioration de la stabilité régionale. L'insécurité régionale, sous forme de banditisme armé, s'est considérablement accrue et a provoqué une mobilisation armée des communautés locales qui n'ont pas réussi à obtenir le soutien des forces armées officielles de l'État. Les risques d'incursions en territoire tchadien par des groupes armés tchadiens basés dans le sud de la Libye augmentent également, alors que les combattants tchadiens subissent une pression croissante de la Libye pour qu'ils quittent le pays.

Tant que le processus de DDR au Tchad restera une option peu attrayante pour les combattants tchadiens, étant donné les messages mitigés du gouvernement tchadien et le piètre bilan du processus, ils continueront probablement de constituer une menace dans cet espace marginal des déserts de la zone des trois frontières Tchad-Libye-Niger à moyen et long terme, ce qui peut encore accroître l'insécurité et l'anarchie à long terme dans la région. Bien que certains combattants tchadiens aient commencé comme orpailleurs pour subvenir à leurs besoins, ils se spécialisent de plus en plus dans la violence comme moyen de générer des revenus. Tandis que les anciens membres des groupes armés tchadiens consolident leur emprise sur les marchés illicites sahéliens, ils risquent de devenir de plus en plus violents. Cela risque de déstabiliser davantage le nord du Tchad et du Niger, qui sont déjà les principales zones de passage et lieux particulièrement convoités pour les activités criminelles en Libye et dans la région du Sahara central au sens large.

Bien qu'il y ait eu quelques tentatives d'action, telles que l'attaque de l'ANL en septembre 2021 contre le FACT, les groupes armés libyens n'ont pas encore commencé à expulser sérieusement les combattants tchadiens de Libye. Cependant, si l'accord de cessez-le-feu libyen se poursuit, les sources de revenus des Tchadiens provenant du travail de mercenaires s'épuiseront de plus en plus. Compte tenu du manque d'alternatives de revenus viables, les combattants tchadiens sont susceptibles de devenir de plus en plus dépendants de leurs autres sources de financement, principalement les activités illicites, et resteront disponibles comme combattants à recruter lors des conflits régionaux.

## Recommandations

Afin d'atténuer le risque d'augmentation de la violence dans la zone des trois frontières Tchad-Libye-Niger et d'empêcher une nouvelle déstabilisation de la région du Sahel, les actions suivantes sont recommandées sur la base des conclusions de ce rapport :

- **Créer un corridor de sécurité pour permettre aux combattants tchadiens de retourner au Tchad.** Les processus de DDR, lents, peu attrayants ou dans certains cas inexistant, ont dissuadé les combattants tchadiens de retourner au Tchad, motivant un grand nombre à conserver et à consolider leur statut d'acteur de l'économie criminelle dans la région du Sahel, dans la Libye d'après-guerre. Cela doit changer. L'amnistie décrétée pour 296 rebelles le 29 novembre 2021 est un premier pas satisfaisant dans cette direction.
- **Prévenir le recrutement par les groupes armés.** Le fait d'établir les différents itinéraires que les Tchadiens utilisent pour rejoindre les groupes armés et de cartographier les zones géographiques de recrutement pourrait permettre de cibler les communautés du Tchad qui sont particulièrement vulnérables au recrutement, telles que les orpailleurs qui ont échoué, et de réduire la capacité des groupes armés à recruter de nouveaux membres.
- **Réglementer l'économie de l'exploitation aurifère artisanale.** Bien qu'un certain nombre d'activités illicites aient émergé sur les sites d'exploitation aurifère artisanale et à petite échelle, les sites miniers sont l'une des seules opportunités économiques viables pour les jeunes sahéliens dans un contexte de détérioration des conditions économiques dans la région.<sup>144</sup> Au lieu de prendre des mesures répressives visant les sites aurifères, ce qui contribue à stimuler le recrutement par les groupes armés, le gouvernement tchadien devrait faciliter le processus d'extraction de l'or en le réglementant. Cela signifie qu'il conviendrait de sécuriser les sites aurifères et les principales routes commerciales, éventuellement recruter des combattants tchadiens réintégré et entraînés, mais également investir dans la création de puits et d'infrastructures indispensables pour accroître la présence et la légitimité du gouvernement sur les sites miniers.
- **Renforcer les capacités et la formation des forces de sécurité régionales.** Il est essentiel de renforcer les capacités et de former les forces de sécurité présentes auprès des populations civiles pour restaurer (ou dans certains cas créer) le contrat social entre les populations locales sahéliennes et leurs capitales d'État, qui sont restées éloignées sur le plan culturel, géographique et socio-économique. L'aide ne doit pas se concentrer uniquement sur l'amélioration des armes et des équipements des forces de sécurité de l'État, mais sur la protection des communautés locales. Les risques d'atteintes aux droits de l'homme par les forces armées de l'État doivent être atténués, car ils entraînent la privation des droits civiques et la propension au recrutement par des groupes armés non étatiques.

## NOTES

- 1 Voir, par exemple, Global Organized Crime Index 2021, Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2021.
- 2 The departure of all foreign forces was reiterated during the 13th round of the UN-facilitated 5+5 Joint Military Commission talks in Geneva held between 6 and 8 Octobre 2021. Consulter [https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/jmcs\\_statement\\_geneva\\_meeting\\_6-8\\_oct\\_2021\\_20211008\\_english.pdf](https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/jmcs_statement_geneva_meeting_6-8_oct_2021_20211008_english.pdf); Patrick Wintour, les forces rivales de la Libye signent un cessez-le-feu permanent lors de pourparlers parrainés par l'ONU, *The Guardian*, 23 octobre 2020, <https://www.theguardian.com/world/2020/oct/23/libya-rival-forces-sign-permanent-ceasefire-at-un-sponsored-talks>; Service européen pour l'action extérieure, Libye : Joint Statement by the Quartet, 20 avril 2021, [https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/96947/libya-joint-statement-quartet\\_en](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/96947/libya-joint-statement-quartet_en).
- 3 Fehim Tastekin, La Turquie envoie des signaux mitigés concernant les mercenaires syriens en Libye, *Al-Monitor*, 23 octobre 2021, <https://www.al-monitor.com/originals/2021/10/turkey-sends-mixed-signals-over-syrian-mercenaries-libya>.
- 4 Tim Eaton et al, The development of Libyan armed groups Since 2014: Community dynamics and economic interests, Chatham House, Middle East and North Africa Programme, Mars 2020, <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/CHHJ8001-Libya-RP-WEB-200316.pdf>.
- 5 Jérôme Tubiana, Laisser tomber les rebelles: Dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan, *Small Arms Survey*, Février 2011, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement-french.pdf>
- 6 Jérôme Tubiana and Claudio Gramizzi, Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'État dans le triangle Tchad-Soudan-Libye, *Small Arms Survey*, Juin 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya-FR.pdf>
- 7 Entretien avec un orpailleur à Kouri Bougoudi, à distance, juin 2020.
- 8 Radio France International, *Tchad: le Fact nie toute implication dans le conflit en Libye*, 29 juin 2018, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20180629-tchad-le-fact-nie-toute-implication-le-conflit-libye>.
- 9 Entretien avec le Tchadien Gorane, ancien migrant, ancien passeur de migrants et ancien rebelle du FACT et du CCMSR, à distance, juillet 2021
- 10 Canada: Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Tchad : Union des forces pour la démocratie et le développement (UFDD), notamment ses origines, sa structure, son idéologie et ses activités ; traitement des membres de l'UFDD et de leurs familles par les autorités ; étude visant à déterminer si des agents de l'État harcèlent ou enlèvent des membres de l'UFDD en Arabie saoudite ou des membres de leur famille (2006 à octobre 2015), 7 octobre 2016, <https://www.refworld.org/docid/57f79abd4.html>; Ketil Fred Hansen, *Military Rebels in Chad: Changes since 2008*, Norwegian Peacebuilding Resource Centre, Mai 2011, <https://www.files.ethz.ch/isn/137779/Military%20rebels%20in%20Chad.pdf>; Jérôme Tubiana, Laisser tomber les rebelles : Dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan, *Small Arms Survey*, Mars 2011, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement-french.pdf>; Celeste Hicks, *Chad and the West: Shifting the security burden?*, Royal Institute for International Relations, Juillet 2015, <http://www.egmontinstitute.be/content/uploads/2016/07/APB-12revised.pdf?type=pdf>; Jérôme Tubiana and Claudio Gramizzi, *Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'État dans le triangle Tchad-Soudan-Libye*, *Small Arms Survey*, Juin 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya-FR.pdf>.
- 11 Entretien avec un ancien membre de l'UFR, à distance, juin 2021.
- 12 Entretien avec un ancien officier et mercenaire tchadien Zaghawa, à distance, juillet 2021
- 13 Idem.
- 14 Un accord de « normalisation » signé le 15 janvier 2010 entre le Tchad et le Soudan a mis fin à cinq années de guerre par procuration entre les deux pays et au soutien manifeste à la rébellion du pays rival. Consulter Jérôme Tubiana, Laisser tomber les rebelles: dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan, *Small Arms Survey*, Février 2011, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement-french.pdf>
- 15 Entretien de la GI-TOC avec un ancien membre du CCMSR, à distance, juin 2020.
- 16 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, *Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'État dans le triangle Tchad-Soudan-Libye*, *Small Arms Survey*, Juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya-FR.pdf>
- 17 Idem.
- 18 Idem.
- 19 Idem.
- 20 Idem.
- 21 Entretiens avec 26 rebelles et anciens rebelles tchadiens, à distance, entre 2018 et 2021.

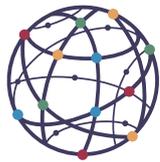
- 22 Entretiens avec 26 rebelles et ex-rebelles tchadiens, éloignés, entre 2018 et 2021 ; Surveillance des groupes de médias sociaux rebelles entre 2018 et 2021.
- 23 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'État dans le triangle Tchad-Soudan-Libye, Small Arms Survey, Juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/ressources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya-FR.pdf>
- 24 Entretiens avec 26 rebelles et anciens rebelles tchadiens, à distance, entre 2018 et 2021.
- 25 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'État dans le triangle Tchad-Soudan-Libye, Small Arms Survey, Juillet 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/ressources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya-FR.pdf>
- 26 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, Lost in trans-nation: Tubu and other armed groups and smugglers along Libya's southern border, Small Arms Survey, Décembre 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/ressources/SAS-SANA-Report-Lost-in-Trans-nation.pdf>.
- 27 Idem.
- 28 Alexandre Bish, Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel, GI-TOC, 23 April 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel>.
- 29 Idem.
- 30 Rapport final du Groupe d'Experts sur la Libye du Conseil de sécurité, présenté conformément à la résolution 1973 (2011), S/2019/914, 9 décembre 2019, <https://undocs.org/S/2019/914> ; Entretiens avec deux commandants rebelles du CCMSR, à distance, septembre 2021.
- 31 Rapport final du Groupe d'Experts sur la Libye du Conseil de sécurité, présenté conformément à la résolution 1973 (2011), S/2019/914, 9 décembre 2019, <https://undocs.org/S/2019/914>.
- 32 United Nations Security Council, *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et le conflit armé au Tchad*, 9 Février 2011, <https://undocs.org/pdf/symbol/fr/S/2011/64>; Amnesty International, Chad: A compromised future: Children recruited by armed forces and groups in eastern Chad, 10 février 2011, (en français, Tchad. Un avenir compromis. Les enfants recrutés par l'armée et les groupes armés dans l'est du Tchad) <https://www.amnesty.org/en/documents/AFR20/001/2011/en/>.
- 33 Entretien avec des rebelles de haut rang du CCMSR en mai 2019, à distance, juin 2021.
- 34 Entretien avec un ancien membre de l'UFR, à distance, juin 2021.
- 35 Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish and Victor Tanner, After the storm: Organized Crime across the Sahel-Sahara following Upheaval in Libya and Mali, GI-TOC, Novembre 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/after-the-storm/>; Au Niger et en Libye, les Arabes tchadiens sont souvent appelés « Mahamid » ou « Arabes Mahamid ». Cependant, les recrues étaient des Arabes tchadiens, et pas nécessairement de la tribu arabe Madamid.
- 36 Entretiens avec trois membres de haut rang du CCMSR, à distance, entre 2018 et 2021.
- 37 Entretien avec le commandant supérieur du CCMSR, à distance, mai 2019.
- 37 Entretien avec un commandant supérieur libyen Toubou à distance, mai 2019.
- 37 Entretien avec un commandant supérieur libyen Toubou à distance, mai 2019.
- 40 Radio France International, *Tchad : violences intercommunautaires près d'une zone aurifère du Tibesti*, 31 décembre 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181231-tchad-aurifere-violence-communautaire-tibesti-arabe-ouaddaïen>; Entretiens avec deux rebelles de haut rang de l'UFR et du CCMSR et avec deux chercheurs tchadiens ; Middle East Monitor, Abu Dhabi recruits mercenaries from Arab tribes of Chad and Niger to fight in Yemeni war, 3 octobre 2018, <https://www.middleeastmonitor.com/20181003-abu-dhabi-recruits-mercenaries-from-arab-tribes-of-chad-and-niger-to-fight-in-yemeni-war/>.
- 41 Surveillance de la GI-TOC, mai 2019.
- 42 Radio France International, *Des Tchadiens de tribus arabes combattaient en tant que mercenaires au Yémen*, 29 avril 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180428-tchadiens-tribus-arabes-combattent-tant-mercenaires-yemen>; Radio France International, *Yémen: des mercenaires de plusieurs pays africains enrôlés pour faire la guerre*, 27 avril 2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180426-tchad-yemen-mercenaires-houthis-senegal-niger-mali-ouganda-arabie-saoudite>.
- 43 Entretien avec un rebelle de haut rang de l'UFR, à distance, mai 2019 ; Jérôme Tubiana, The man who terrorized Darfur is leading Sudan's supposed transition, *Foreign Policy Magazine*, 14 mai 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/05/14/man-who-terrorized-darfur-is-leading-sudans-supposed-transition-hemeti-rsf-janjaweed-bashir-khartoum/>.
- 44 Justin Lynch, The counterrevolution begins in Sudan, *Foreign Policy Magazine*, 22 May 2019, [https://foreignpolicy.com/2019/05/22/the-counterrevolution-begins-in-sudan-bashir-protests/?utm\\_source=PostUp&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=13227&utm\\_term=Editor#39;s%20Picks%20OC](https://foreignpolicy.com/2019/05/22/the-counterrevolution-begins-in-sudan-bashir-protests/?utm_source=PostUp&utm_medium=email&utm_campaign=13227&utm_term=Editor#39;s%20Picks%20OC).
- 45 Entretien avec deux mineurs arabes tchadiens Mahamid à Kouri Bougoudi, mai 2019.
- 46 Idem.
- 47 Entretien avec un mercenaire arabe soudanais basé à Jufra, à distance, avril 2020.
- 48 Entretien avec le commandant du CCMSR, à distance, mai 2019.
- 49 Surveillance de la GI-TOC, mai 2019.
- 50 واقع ليبيا - La Réalité en Libye, 2 mai 2019, <https://www.facebook.com/2007600582691288/posts/2075916979192981/>.
- 51 De nombreux Libyens les appellent Arabes Mahamid, mais cette appellation est devenue un terme courant utilisé pour désigner la plupart des Arabes.
- 52 Un haut commandant libyen Toubou interrogé en mai 2019.
- 53 Idem.
- 54 Mark Micallef, Rupert Horsley and Alexandre Bish, The human conveyor belt broken: Assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel, GI-TOC, Mars 2019, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken\\_March-2019.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken_March-2019.pdf); Mark Micallef et al, Conflict, Coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 55 Entretiens avec un trafiquant tchadien Toubou à Kouri Bougoudi et un rebelle du CCMSR, à distance, mai 2019.
- 56 Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish and Victor Tanner, After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali, GI-TOC, Novembre 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/after-the-storm/>.
- 57 Idem.

- 58 Mark Micallef et al, Conflict, Coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 59 Organisation internationale pour les migrations, *Tchad : Suivi des urgences - Rapport N° 8*, 13 mai 2019, <https://reliefweb.int/report/chad/tchad-suivi-des-urgences-rapport-8-13-mai-2019>.
- 60 Rapport final du Groupe d'experts sur le Soudan du Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2021/40, 13 janvier 2021, [https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s\\_2021\\_40.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2021_40.pdf)
- 61 Jérôme Tubiana, Laisser tomber les rebelles: dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan, Small Arms Survey, Mars 2011, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement-french.pdf>
- 62 Présidence de la République du Tchad, *Tchad - Soudan: Rencontre entre les deux chefs d'état*, <https://presidence.td/tchad-soudan-rencontre-entre-les-deux-chefs-detat/>.
- 63 Présidence de la République du Tchad, *Réconciliation nationale*, <https://presidence.td/reconciliation-nationale-2/>.
- 64 Deux entretiens avec des rebelles tchadiens Gorane, à distance, Août 2021.
- 65 En août 2021, le Conseil militaire de transition a nommé un Comité d'organisation du dialogue national inclusif (CODNI) et un Comité technique spécial pour préparer la participation des groupes rebelles au dialogue. Des pourparlers ont également eu lieu entre le CODNI et les rebelles au Qatar en octobre 2021 et à Paris en novembre 2021. Radio France International, *Tchad : un premier bilan avant le dialogue national*, 16 novembre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20211116-tchad-un-premier-bilan-avant-le-dialogue-national> ; International Crisis Group, *Tchad : engager la transition*, 30 septembre 2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/getting-chads-transition-track>.
- 66 Le Tchad amnistie des centaines de rebelles et dissidents, répondant à la demande de l'opposition, France 24, 29 novembre 2021, <https://www.france24.com/en/africa/20211129-chad-gives-amnesty-to-hundreds-of-rebels-and-dissidents>.
- 67 Jérôme Tubiana, Laisser tomber les rebelles: dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan, Small Arms Survey, Mars 2011, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement-french.pdf>
- 68 Idem.
- 69 Idem.
- 70 Al Wihda Info, *Les rebelles demandent pardon au peuple tchadien*, 14 novembre 2010, [https://www.alwihdainfo.com/Les-rebelles-demandent-pardon-au-peuple-tchadien\\_a3662.html](https://www.alwihdainfo.com/Les-rebelles-demandent-pardon-au-peuple-tchadien_a3662.html),
- 71 Jérôme Tubiana, Laisser tomber les rebelles: dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan, Small Arms Survey, Mars 2011, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/HSBA-WP-25-Local-and-Regional-Dimensions-Chad-Sudan-Rapprochement-french.pdf>
- 72 Entretien avec un rebelle zaghawa tchadien de l'UFR et orpailleur, à distance, juillet 2021.
- 73 Portail de la Renaissance du Tchad, *La main tendue pour la paix - Plusieurs ex-rebelles regagnent la légalité*, 22 mars 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=yMSOPOjmQzw>; Tchadinfos, *Vidéo. Un groupe de rebelles regagne la légalité*, 20 mars 2021, <https://www.youtube.com/watch?v=XDmNoe0AZqw>; Nesta Yamgato, *Tchad: des rebelles de plusieurs factions stationnées en Libye regagnent le bercail*, Tchadinfos, 20 mars 2021, <https://tchadinfos.com/tchad/tchad-des-rebelles-regagnent-le-bercail/>.
- 74 Entretiens avec un Toubou tchadien et un combattant gorane kreda, à distance, août 2021.
- 75 Idem.
- 76 Radio France International, *Tchad : la société civile s'inquiète du sort des rebelles du Fact emprisonnés*, 9 juillet 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210708-tchad-lasoci%C3%A9t%C3%A9-civile-s-inqui%C3%A8te-du-sort-des-rebelles-du-fact-emprisonn%C3%A9s>.
- 77 Entretiens avec 26 rebelles et anciens rebelles tchadiens, à distance, entre 2018 et 2021 ; Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish et Victor Tanner, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, Novembre 2019. <https://globalinitiative.net/analysis/after-the-storm/>.
- 78 Surveillance mensuelle par GI-TOC.
- 79 Mark Micallef et al, Conflict, Coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 80 Alexandre Bish, *The second coming of West Africa's cocaine trade?*, GI-TOC, 18 mars 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/the-second-coming-of-west-africas-cocaine-trade/>.
- 81 Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish et Victor Tanner, *After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali*, GI-TOC, Novembre 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/after-the-storm/>; Matt Herbert et Max Galien, *A rising tide: Trends in production, trafficking and consumption of drugs in North Africa*, GI-TOC, Mai 2020, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2020/06/A-rising-tide-trends-in-production-trafficking-and-consumption-of-drugs-in-North-Africa-GITOC.pdf>; Lucia Bird, *West Africa's cocaine corridor: Building a subregional response*, GI-TOC, Avril 2021, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/04/West-Africas-Cocaine-Corridor-GITOC.pdf>.
- 82 Surveillance de la GI-TOC, avril 2021.
- 83 Les soldats de l'ANT auraient été déployés dans la zone pour contrer l'offensive lancée le 11 avril 2021 par les rebelles du FACT. Les migrants auraient été libérés le 10 avril, après que des Toubous locaux armés de Seguedine aient pourchassé les coupeurs de tête (malfaiteurs) à 300 kilomètres à l'est du Tchad organisés en un convoi de 10 véhicules. Surveillance de la GI-TOC, avril 2021.
- 84 Entretiens avec 26 rebelles actuels et anciens rebelles tchadiens entre 2018 et 2021.
- 85 Entretien avec un ancien rebelle tchadien, à distance, mai 2021.
- 86 International Crisis Group. *Chad: Defusing Tensions in the Sahel Report 266 / Africa 5*, Décembre 2018 <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/266-tchad-desamorcer-les-tensions-dans-la-bande-sahelienne>
- 87 Entretien avec un ancien rebelle du CCMSR, à distance, juillet 2021.
- 88 Bien que les rebelles profitent de l'économie illicite liée à l'or dans la région du Sahel et du Sahara, ils n'ont généralement pas tendance à avoir leurs propres sites aurifères officiels. Certains anciens commandants rebelles ont ouvert des sites aurifères, cependant, cela semble se produire sur une base individuelle et pour des groupes armés tchadiens non politiques. Entretien avec un ancien rebelle du CCMSR, à distance, juillet 2021.
- 89 Entretien avec un ancien rebelle et djihadiste, juillet 2021.
- 90 Entretien avec un ancien rebelle zaghawa soudanais de l'Armée de libération du Soudan du Darfour, actuellement propriétaire d'un restaurant à Tina, à distance, juillet 2021.

- 91 Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, The human conveyor belt broken: Assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel, GI-TOC, Mars 2019, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken\\_March-2019.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken_March-2019.pdf); Mark Micallef et al, Conflict, Coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 92 Mark Micallef et al, Conflict, coping and covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>; Entretien avec deux passeurs de migrants à Kouri Bougoudi et Abeche, à distance, Octobre 2021.
- 93 Mark Micallef et al, Conflict, coping and covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 94 Mark Micallef, Rupert Horsley et Alexandre Bish, The human conveyor belt broken: Assessing the collapse of the human-smuggling industry in Libya and the central Sahel, GI-TOC, Mars 2019, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken\\_March-2019.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/04/Global-Initiative-Human-Conveyor-Belt-Broken_March-2019.pdf).
- 95 Surveillance de la GI-TOC pendant les trois dernières années ; Surveillance de la GI-TOC, mai 2021.
- 96 Entretiens avec 12 passeurs de migrants et propriétaires de sites aurifères entre 2019 et 2021.
- 97 Idem.
- 98 Entretien avec un passeur de migrants et ancien rebelle zaghawa, à distance, juillet 2021.
- 99 Entretien avec un passeur de migrants et ancien rebelle zaghawa, à distance, juillet 2021.
- 100 Mark Micallef et al, Conflict, Coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 101 Entretien avec un passeur de migrants et ancien rebelle zaghawa, à distance, juillet 2021.
- 102 Entretiens avec deux trafiquants de drogue et un passeur de migrants, à distance, juillet 2019, juin 2020 et octobre 2021.
- 103 Idem.
- 104 Entretiens avec deux trafiquants de drogue et un passeur de migrants, à distance, juillet 2019, juin 2020 et octobre 2021 ; Alexandre Bish, Niger: Has securitisation stopped traffickers?, Institut italien pour les études de politique internationale, 9 septembre 2019, <https://www.ispionline.it/en/publicazione/niger-has-securitisation-stopped-traffickers-23838>; Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish et Victor Tanner, After the storm: Organized Crime across the Sahel-Sahara following Upheaval in Libya and Mali, GI-TOC, Novembre 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/after-the-storm/>.
- 105 Alexandre Bish, Niger: Has securitisation stopped traffickers?, Institut italien pour les études de politique internationale, 9 septembre 2019, <https://www.ispionline.it/en/publicazione/niger-has-securitisation-stopped-traffickers-23838>.
- 106 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, Lost in trans-nation: Tubu and other armed groups and smugglers along Libya's southern border, Small Arms Survey, Décembre 2018, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-SANA-Report-Lost-in-Trans-nation.pdf>.
- 107 Entretien avec un trafiquant de drogue tchadien gorane, à distance, juin 2020.
- 108 Entretien avec un ancien rebelle zaghawa tchadien, trafiquant de drogue et coupeur de route armé à Kouri Bougoudi, juillet 2021.
- 109 Entretien avec un orpailleur à Kouri Bougoudi, également un cousin de l'un des combattants zaghawa tchadiens décédés, à distance, juin 2020.
- 110 Entretien avec un trafiquant de drogue gorane tchadien basé à Qatrun, à distance, novembre 2021.
- 111 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'État dans le triangle Tchad-Soudan-Libye, Small Arms Survey, juin 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya-FR.pdf>
- 112 Entretien avec un trafiquant de voitures zaghawa tchadien à Kouri Bougoudi, juillet 2021.
- 113 Entretien avec un trafiquant de voitures zaghawa darfourien à Kouri Bougoudi, mai 2021.
- 114 Entretien avec un trafiquant de voitures zaghawa tchadien à Kouri Bougoudi, juillet 2021.
- 115 Entretien avec un trafiquant de voitures zaghawa tchadien à Kouri Bougoudi, juillet 2021.
- 116 Idem.
- 117 Elles sont plus facilement remplaçables par rapport à d'autres forces mercenaires (les forces mercenaires syriennes soutenues par la Russie ou la Turquie, par exemple), car elles manquent de soutien international.
- 118 Consulter [الغرفة الأمنية المشتركة المثلث](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=2174094946171776&id=1713794835535125), [https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=2174094946171776&id=1713794835535125](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=2174094946171776&id=1713794835535125).
- 119 Rapport final du Groupe d'Experts sur la Libye du Conseil de sécurité des Nations Unies, présenté conformément à la résolution 1973 (2011) du Conseil de sécurité, S/2019/914, 9 décembre 2019, <https://undocs.org/S/2019/914>.
- 120 Entretien avec le Chef de l'UFR, Timane Erdimi, à distance, février 2019.
- 121 Idem.
- 122 Radio France International, *Tchad: l'état-major français confirme de nouvelles frappes contre une colonne armée*, 6 février 2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20190206-tchad-etat-major-francais-confirme-nouvelles-frappes-contre-colonne-armee-ufr>.
- 123 Surveillance de la GI-TOC, février 2019.
- 124 Idem.
- 125 Idem.
- 126 Richard Moncrieff, Thibaud Lesueur and Claudia Gazzini, Chad: What are the risks after Idriss Déby's death?, International Crisis Group, 22 avril 2021, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/tchad-quels-risques-apres-la-mort-d-idriss-deby>.
- 127 Alexandre Bish, Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel, GI-TOC, 23 avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel>.
- 128 Avant l'incursion, les combattants du FACT avaient été activement impliqués sur les lignes de front de la bataille de Tripoli, qui a éclaté en avril 2019, aux côtés de l'ANL de Haftar. Alexandre Bish, Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel, GI-TOC, 23 avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel>.

- 129 Alexandre Bish, Déby's death will fuel instability and criminal opportunity in the Sahel, GI-TOC, 23 avril 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/idriss-deby-death-instability-criminal-opportunity-chad-sahel/>; Jérôme Tubiana, Déby's spring fall: How an unlikely rebellion toppled Chad's dictator, Small Arms Survey, 31 août 2021, <https://smallarmssurvey.medium.com/d%C3%A9by-spring-fall-how-an-unlikely-rebellion-toppled-chad-s-dictator-5e4189c62d03>.
- 130 Consulter Le Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad, <https://www.facebook.com/LeFACT/posts/2962817194007793>.
- 131 Surveillance de la GI-TOC, juin et juillet 2021.
- 132 Radio France International, *Libye: des combats impliquant des rebelles tchadiens du Fact signalés au sud du pays*, 16 septembre 2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210916-libye-des-combats-impliquant-des-rebelles-tchadiens-du-fact-signal%C3%A9s-au-sud-du-pays>.
- 133 Bien que l'attaque ait été présentée comme une tentative visant à éliminer les combattants tchadiens de la zone, il est possible qu'elle ait été provoquée par la concurrence autour d'un convoi de drogue. Des combattants du FACT auraient intercepté un convoi transportant de la résine de cannabis d'une valeur d'environ 20 milliards de FCFA (30 millions d'euros), qui aurait appartenu à Saddam Haftar, le fils de Haftar. Son fils aurait envoyé une délégation acheter la drogue auprès du FACT pour 2 milliards de FCFA (3 millions d'euros), mais le FACT en voulait la moitié (15 millions d'euros). Le FACT ne savait pas que la drogue était destinée à Saddam, qui a utilisé l'ANL pour attaquer les positions du FACT en Libye. Au moment de la rédaction de ce document, le FACT détenait toujours la drogue. Entretiens avec deux trafiquants de drogue toubou libyens, septembre 2021.
- 134 International Crisis Group, Chad: Avoiding confrontation in Miski, Report 274/Africa, 17 Mai 2019, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/274-tchad-sortir-de-la-confrontation-miski>.
- 135 Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, Tchad : Le Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT), notamment la date de sa première confrontation militaire avec les forces gouvernementales, les affrontements ultérieurs et la situation actuelle ; confirmation ou non de l'appartenance au MDJT des combattants et des non-combattants du MDJT, et comment la confirmation pourrait être établie, 13 décembre 1999, <https://www.refworld.org/docid/3ae6ad7a60.html> ; Mark Micallef, Raouf Farrah, Alexandre Bish et Victor Tanner. After the storm: Organized crime across the Sahel-Sahara following upheaval in Libya and Mali, GI-TOC, Novembre 2019, <https://globalinitiative.net/analysis/after-the-storm/>; Mark Micallef et al, Conflict, Coping and Covid: Changing human smuggling and trafficking dynamics in North Africa and the Sahel in 2019 and 2020, GI-TOC, Mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/smuggling-trafficking-sahel-2020/>.
- 136 Philip Kleinfeld, New violence eclipses Mali's plans for peace The central Mopti Region faces 'a bottom-up jihadist revolution', 26 novembre 2018, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2018/11/26/new-violence-eclipses-mali-s-plans-peace>; International Crisis Group, Reversing central Mali's descent into communal violence (Enrayer la communautarisation de la violence au centre du Mali), Rapport 293/Africa, 9 novembre 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/293-enrayer-la-communautarisation-de-la-violence-au-centre-du-mali>.
- 137 Entretiens avec deux officiers de l'armée nigérienne à Madama, mai 2021.
- 138 Surveillance de la GI-TOC, avril 2021
- 139 Libya Review, Libyan army to increase patrols in southern Libya, 1 août 2021, <https://libyareview.com/15322/libyan-army-to-increase-patrols-in-southern-libya/>.
- 140 Consulter الطوارق النبأ , <https://www.facebook.com/watch/?v=1237688036655203>.
- 141 Entretien avec un ancien rebelle zaghawa tchadien du CCMSR, à distance, juillet 2021. Le rebelle a rejoint le groupe en 2018 et l'a quitté après avoir été déçu par les bas salaires. Il a indiqué avoir ressenti de la haine envers les Zaghawa.
- 142 Entretien avec un ancien rebelle zaghawa tchadien du CCMSR, à distance, juillet 2021.
- 143 Jérôme Tubiana et Claudio Gramizzi, Les Toubou dans la tourmente : présence et absence de l'État dans le triangle Tchad-Soudan-Libye, Small Arms Survey, juin 2017, <https://www.smallarmssurvey.org/sites/default/files/resources/SAS-CAR-WP43-Chad-Sudan-Libya-FR.pdf>
- 144 Idem.
- 145 International Crisis Group, Chad: Defusing Tensions in the Sahel (Tchad : désamorcer les tensions dans la bande sahélienne) Rapport 266 / Africa 5, Décembre 2018, <https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/chad/266-tchad-desamorcer-les-tensions-dans-la-bande-sahelienne>.





# GLOBAL INITIATIVE

AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME

## À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

La Global Initiative Against Transnational Organized Crime est un réseau international de 500 experts répartis dans le monde entier, permettant de promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)

Avec le soutien de



Federal Foreign Office